

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISoire
DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2020**

Mars 2021.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 DECEMBRE 2020

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	7
II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES	10
2.1. RECETTES BUDGETAIRES	12
2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général.....	12
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement	12
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	14
A. Rappel des objectifs quantifiés	14
B. Réalisations des recettes douanières.....	14
a. Recettes issues des produits pétroliers.....	15
b. Recettes issues des produits non pétroliers.....	15
C. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre 2021.....	15
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS	16
A. Rappel des objectifs	16
B. Réalisations	16
DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE	18
A. Rappel des objectifs	18
B. Réalisations	18
C. Perspectives pour le quatrième trimestre	19
DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES.....	20
A. Rappel des objectifs	20
B. Réalisations	20
a. Recettes fiscales.....	21
b. Recettes non fiscales.....	21
c. Produits financiers	21
C. Contraintes et difficultés	21
D. Mesures correctives.....	22
E. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre de 2021.....	22
2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs.....	23
2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur).....	23
Mobilisation des recettes exceptionnelles	24
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes	25
A. Rappel des objectifs	25
B. Réalisations	25
a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :	26
b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :	26
c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :	26
d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :	27
e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :	27
f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :	27
C. Perspectives	27
a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :	27
b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :	28
c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :	28
d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :	28
e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :	28
2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	28
2.2. DEPENSES BUDGETAIRES.....	30
2.2.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.....	30
2.2.1.1. Budget général.....	31
A. Dépenses ordinaires	31
a. Personnel.....	32
b. Biens et services.....	32
c. Charges financières :	32
d. Transferts et subventions :	32
e. Dépenses en atténuation des recettes :	33

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 DECEMBRE 2020

B.	Dépenses en capital.....	33
a.	Equipement - investissement.....	33
b.	Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)	33
c.	Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)	34
2.1.1.2.	Budgets annexes	35
A.	Dépenses ordinaires	35
a.	Personnel.....	35
b.	Biens et services.....	35
c.	Transferts et subventions :	35
B.	Dépenses en capital.....	36
2.1.1.3.	Comptes spéciaux du Trésor	36
A.	Dépenses ordinaires	36
a.	Personnel.....	36
b.	Biens et services.....	36
c.	Transferts et subventions :	37
d.	Dépenses en atténuation des recettes :	37
e.	Dépenses en capital.....	37
2.1.1.4.	Situation d'exécution agrégée par nature économique	37
2.1.1.5.	Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics	38
2.2.2.	Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	39
2.2.2.1.	Programme de pilotage.....	40
2.2.2.2.	Programmes opérationnels.....	40
2.2.2.3.	Programmes des budgets annexes	40
2.2.2.4.	Programmes des comptes spéciaux du Trésor	41
2.2.2.5.	Dotations	41
2.2.2.6.	Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.....	42
2.2.3.	Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	42
2.2.3.1.	Services généraux des administrations publiques.....	43
2.2.3.2.	Défense.....	44
2.2.3.3.	Ordre et sécurité publics	44
2.2.3.4.	Affaires économiques.....	44
2.2.3.5.	Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte	44
2.2.3.6.	Santé.....	45
2.2.3.7.	Enseignement	45
2.2.3.8.	Protection sociale.....	45
2.2.3.9.	Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	46
III.	SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE.....	47
3.1.	RESSOURCES DE TRESORERIE	47
3.1.1.	Produits des cessions d'actifs	48
3.1.1.1.	Aliénations de meubles, d'immeubles et TF	48
3.1.1.2.	Recettes de privatisation	49
3.1.2.	Produits des emprunts à court, moyen et long terme	49
3.1.2.1.	Produits des emprunts projets inscrits au BSI	49
3.1.2.2.	Produits des emprunts programmes.....	50
3.1.2.3.	Produits des émissions de bons et obligations du Trésor	51
3.1.3.	Dépôts sur les comptes des correspondants	51
3.1.4.	Remboursements de prêts et avances	51
3.2.	CHARGES DE TRESORERIE	52
3.2.1.	Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme	52
3.2.2.	Retraits sur les comptes des correspondants.....	53
IV.	CONCLUSION.....	54

Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.....	8
Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.....	10
Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.....	14
Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.....	15
Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020.....	16
Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2020.....	18
Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au premier trimestre de 2021.....	19
Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.....	20
Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.....	24
Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.....	25
Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	29
Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.....	30
Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.....	34
Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.....	38
Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.....	39
Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	43
Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.....	47
Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	48
Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.....	49
Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.....	50
Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.....	51
Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.....	52

Liste des graphiques

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.....	13
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.....	13
Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes fiscales des quatrièmes trimestres 2019 et 2020.....	17
Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 décembre 2020 par nature économique.....	37
Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.....	42
Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.....	46

Liste des annexes

Annexe 1 : situation de réalisation des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie par les services d'assiettes et de recouvrement.
Annexe 2 : situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte à la Covid-19.
Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 31 décembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 31 décembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 5 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 31 décembre, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 6 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 31 décembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 7 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.

Liste des sigles et abréviations

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cession Immobilière
AE	Autorisation d'Engagement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BDM-SA	Banque de Développement du Mali, Société Anonyme
BMS-SA	Banque Malienne de Solidarité, Société Anonyme
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
COVID-19	Sigle anglais de "Maladie à Coronavirus 2019"
CP	Crédit de Paiement
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM-SA	Energie du Mali, Société Anonyme
EMABE	Entrepôts Maliens au Bénin
EMACI	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts Maliens au Ghana
EMAGUI	Entrepôts Maliens en Guinée
EMAMAU	Entrepôts Maliens en Mauritanie
EMASE	Entrepôts Maliens au Sénégal
EMATO	Entrepôts Maliens au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FCRIT	Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDD	Fonds de Développement Durable
FFRFPAM	Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières
FGSP	Fonds de Garantie du Secteur Privé
FMI	Fonds Monétaire International
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 DECEMBRE 2020

FRC-TVA	Fonds de Remboursement des Crédits TVA
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OPEP+	Alliance des pays producteurs de pétrole
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOTELMA-SA	Société des Télécommunications du Mali, Société Anonyme
TAV	Taxe Ad Valorem
TF	Titre Foncier
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique¹

La propagation rapide de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) à travers le monde, a engendré une crise sans précédent, caractérisée, sur le plan sanitaire, par d'importantes pertes en vies humaines et, sur le plan économique, par une récession globale. Ainsi, selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020 au lieu de 3% initialement annoncé, soit 7,8 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Cette récession historique risque de creuser davantage les inégalités et compromettre les progrès réalisés en matière de réduction de l'extrême pauvreté. Le volume du commerce mondial devrait se contracter d'environ 12% et les prix à la consommation maintiendront leur tendance baissière en raison de la diminution de la demande globale et de la baisse des prix du carburant.

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se contracter de 8% en 2020, soit 9,7 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Quant aux prix à la consommation, ils devraient passer de 1,4% en 2019 à 0,3% en 2020.

Dans les pays émergents et en développement, la contraction de l'activité économique devrait être moins importante que dans les pays avancés (-3,0%), avec de fortes disparités entre les régions qui composent ce groupe de pays. En Afrique subsaharienne, le taux de contraction s'établirait à 3,2% en 2020, après une croissance de 3,1% en 2019. Les prix à la consommation devraient varier de 4,4% en 2020, contre 5,1% en 2019.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 1,3%, en baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2019.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques annoncent une contraction plus accentuée de l'activité économique avec un taux de croissance nul, contre 5,1% en 2019. L'impact économique de la Covid-19 au Mali se traduit également par la baisse des cours du coton, la réduction du volume de commerce extérieur et l'augmentation des besoins de financement de la balance de paiement et du budget d'Etat. Aussi, selon les conclusions d'une étude menée par la Banque mondiale, la pauvreté devrait enregistrer une augmentation globale de 1 à 3 points de pourcentage, soit 199 200 à 541 323 personnes de plus en situation de pauvreté absolue.

De manière globale, les projections sont empreintes d'incertitudes. Les répercussions de la pandémie sur l'activité économique demeurent difficiles à prédire. Aussi, les conditions financières, plutôt accommodantes, pourraient se durcir. Enfin, d'autres menaces pèsent sur l'économie mondiale, notamment : (i) la détérioration des relations au sein de l'OPEP+, (ii) l'aggravation des tensions entre les Etats-Unis et la Chine et (iii) les nombreuses manifestations de mécontentements qui éclatent dans différentes régions du monde.

¹Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2020, Fonds Monétaire International.

Situation des finances publiques

L'apparition de la Covid-19 au Mali a considérablement réduit les marges de manœuvre budgétaire, déjà restreinte par la situation sociopolitique et sécuritaire. A l'instar des autres pays en développement à faible revenu, les faibles capacités du système sanitaire à faire face à la Covid-19, le poids du secteur informel, les conditions d'emprunts et les mesures de riposte à la Covid-19 exercent une grande pression sur le budget d'Etat.

Ainsi, une loi de finances rectificative a été adoptée et un décret portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles et ouverture de crédits à titre d'avance au titre de l'exercice budgétaire 2020, afin de tenir compte de l'évolution du contexte macroéconomique sur les équilibres budgétaires et financiers de la loi de finances. Cette loi intègre : (i) les implications budgétaires et financières de l'apparition de la Covid-19 et de la réponse du Gouvernement, (ii) l'incidence financière de la majoration de la grille salariale des enseignants, (iii) le renforcement des équipements et de l'effectif des forces armées et de sécurité ainsi que (iv) le reclassement de certaines recettes et dépenses budgétaires, conformément à la nomenclature budgétaire. La prise en compte de ces nouvelles mesures se traduit par la dégradation des soldes budgétaires.

Le **tableau 1** présente l'évolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

	Prévisions 2020 en % du PIB	
	Initiale	Rectifiée
Recettes budgétaires	16,7	14,5
Taux de pression fiscale	15,8	13,7
Dons	2,2	4,0
Dépenses totales et prêts nets	25,5	28,3
Encours de la dette publique	39,0	44,4
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus	-3,0	-6,0
Assistance budgétaire	1,0	3,5
Masse salariale	5,8	6,6

Source : DGB, DNTCP, juillet 2020.

En termes d'exécution, la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat au 31 décembre 2020, fait ressortir un niveau de réalisation des recettes de 1 793,805 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 83,60% par rapport à l'objectif annuel brut rectifié qui s'élèvent à 2 145,627 milliards de FCFA.

Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 83,80% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées qui se chiffrent à 2 864,976 milliards de FCFA, soit un montant cumulé de paiement de 2 400,750 milliards de FCFA. Les dépenses en capital représentent 27,43% de ce montant.

Ces dépenses sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cent trente-sept (337) actions, quatre cent soixante-huit (468) objectifs et mille cent quarante-quatre (1 144) indicateurs.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier du budget d'Etat ont été exécutées respectivement à hauteur de 75,20% et 92,81%.

II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES²

Le budget de l'Etat est constitué de recettes et de dépenses. La situation cumulée de leur exécution au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Budget général											
Recettes / services fiscaux	1 875,549	1 631,969	1 636,300	100,27	92,03	Dépenses ordinaires	1 500,849	1 741,894	1 611,602	92,52	71,24
DGD	713,580	582,200	579,645	99,56	35,42	Personnel	636,254	687,368	620,022	90,20	38,47
DGI	1 005,725	914,125	921,160	100,77	56,30	Charge financière de la dette	120,423	120,423	114,707	95,25	7,12
DNTCP	39,653	20,853	19,195	92,05	1,17	Biens et services	409,557	436,437	366,245	83,92	22,73
DND	116,591	114,791	116,300	101,31	7,11	Transferts et subventions	326,907	484,657	508,000	104,82	31,52
Produits des dons programmes et legs	79,378	250,167	48,853	19,53	2,85	Dépenses en atténuation des recettes	7,709	13,009	2,628	20,20	0,16
ABS	8,836	11,328	6,563	57,94	13,43	Dépenses en capital	971,499	911,590	650,710	71,38	28,76
ABG (dons)	70,542	223,338	35,643	15,96	72,96	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	971,499	911,590	650,710	71,38	100,00
Fonds de concours Covid-19	-	15,500	6,647	42,88	13,61	dont BSI financement extérieur	350,000	275,600	169,800	61,61	
Produits des dons projets (BSI)	155,600	163,400	74,600	45,65	4,20	Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000			
Recettes exceptionnelles	8,981	14,500	18,229	125,72	1,03						
Total recettes budget général	2 119,508	2 060,036	1 777,982	86,31%	99,12	Total dépenses budget général	2 472,348	2 653,485	2 262,312	85,26	94,23
Solde budget général							-352,840	-593,449	-484,330	81,61	79,80

²Voir les justifications de l'évolution des prévisions entre la loi de finances initiale et le projet de collectif budgétaire, dans la note de présentation de cette dernière, disponible sur le site internet : www.finances.gouv.ml.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 DECEMBRE 2020

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Budgets annexes											
Entrepôts maliens au Sénégal	3,364	4,330	3,764	86,92	54,90	Personnel	2,215	2,215	1,620	73,17	34,36
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,551	1,879	1,047	55,69	15,26	Biens et services	2,854	3,583	1,180	32,93	25,02
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,643	0,508	79,03	7,41	Transferts et subventions	0,660	0,660	0,718	108,83	15,23
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,700	0,427	60,99	6,23	Dépenses en capital	2,081	2,648	1,197	45,21	25,39
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,600	0,373	62,13	5,44						
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,644	0,468	72,74	6,83						
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,309	0,265	85,95	3,87						
Total recettes budgets annexes	7,810	9,105	6,852	75,25	0,38	Total dépenses budgets annexes	7,810	9,105	4,716	51,79	0,20
Solde budgets annexes							-	-	2,136		-0,35
Comptes spéciaux du trésor (CST)											
FRC-TVA	69,900	125,900	124,752	99,09	93,29	Personnel	0,290	0,290	0,023	7,77	0,02
FNAF	5,000	5,000	3,750	75,00	2,80	Biens et services	71,212	1,312	0,682	52,01	0,51
FAPFo	1,800	1,800	-	0,00	0,00	Transferts et subventions	0,690	0,690	0,527	76,38	0,39
FAPFa	0,500	0,500	-	0,00	0,00	Dépenses en atténuation des recettes		125,900	125,866	99,97	94,12
FFRFPAM	0,350	0,350	0,100	28,57	0,07	Dépenses en capital	52,218	74,194	6,625	8,93	4,95
FAFE	0,600	0,600	0,450	75,00	0,34						
FDD	40,000	61,977	-	0,00	0,00						
FNDS	2,981	2,981	2,127	71,34	1,59						
FCRIT	2,363	2,363	2,363	99,99	1,77						
PDRM	0,230	0,230	-	0,00	0,00						
FAPRP	0,685	0,685	0,181	26,42	0,14						
Total recettes CST	124,410	202,386	133,723	66,07	0,50	Total dépenses CST	124,410	202,386	133,723	66,07	5,57
Solde CST				16,46			-	-	0,000		20,55
Total général des recettes³	2 181,828	2 145,627	1 793,805	83,60	100,00	Total général des dépenses	2 604,568	2 864,976	2 400,750	83,80	100,00
Solde global							-422,740	-719,349	-606,946	84,37	100,00

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, mars 2021.

³Le total général des recettes n'inclut pas les prévisions et les réalisations de recettes du Fonds de remboursement de crédits TVA, afin d'éviter un doublon, car celles de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de 2 181,828 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 2 145,627 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire, ajusté par le décret n°2020-0278/PT-RM du 08 décembre 2020, autorisant l'encaissement de ressources additionnelles.

Sur cette prévision rectifiée, les recouvrements se sont élevés, au 31 décembre 2020, à 1 793,805 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 83,60%.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 4,96 points de pourcentage par rapport à celui observé à la même période en 2019.

La part des recettes du budget général représente 99,12% des recettes réalisées durant la période sous revue. Celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor s'élèvent respectivement à 0,38% et 0,50%.

Les lignes qui suivent détaillent la situation d'exécution de chaque type de budget.

2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général

Les recettes rectifiées du budget général ont été réalisées à 86,31% au 31 décembre 2020. Sur le montant mobilisé (1 777,982 milliards de FCFA), 92,03% proviennent des objectifs de recettes fiscales et non fiscales assignés aux services d'assiette et de recouvrement, 2,75% des produits des dons programmes et legs, 4,20% des produits des dons projets du budget spécial d'investissement et 1,03% des recettes exceptionnelles.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 3,90 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

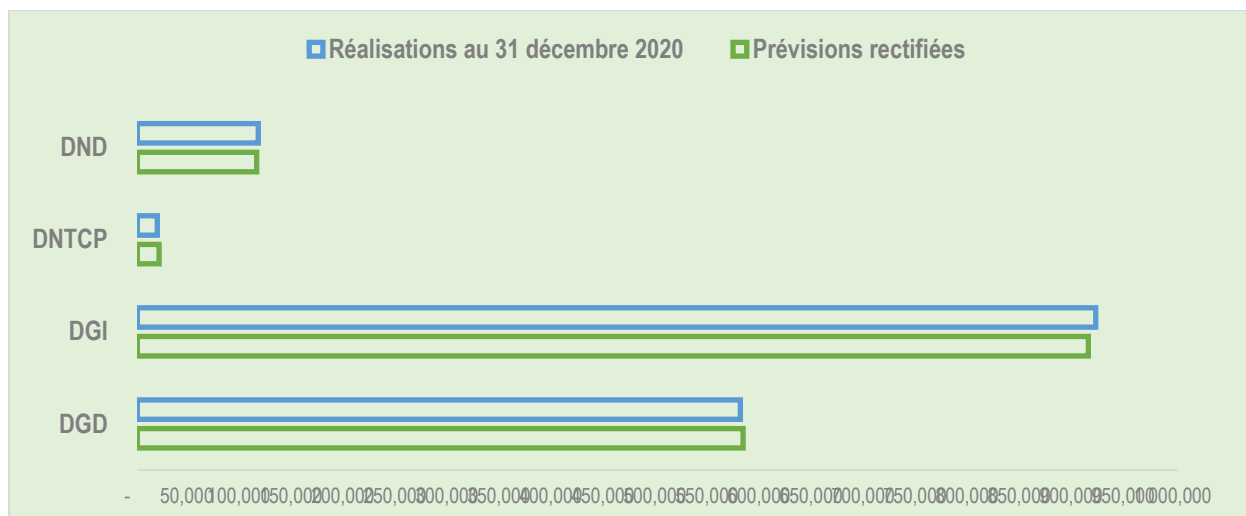
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de 15,01%, passant de 1 875,549 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 1 593,549 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire. Cette baisse s'explique principalement par l'évaluation des pertes de recettes liées aux conséquences de la Covid-19 sur l'activité économique. Au mois de décembre, le Décret n°2020-0278/PT-RM autorisant l'encaissement de ressources additionnelles a porté ces prévisions à 1 631,969 milliards de FCFA.

Les réalisations des services d'assiette et de recouvrement représentent 92,03% des recettes du budget général recouvrées au 31 décembre 2020. Leur contribution se chiffre ainsi à 1 636,300 milliards de FCFA. Ce montant, correspondant à un taux de réalisation de 100,27% par rapport aux prévisions, a été réalisé à 56,30% par la Direction générale des impôts et à 35,42% par celle des douanes.

La situation des réalisations ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

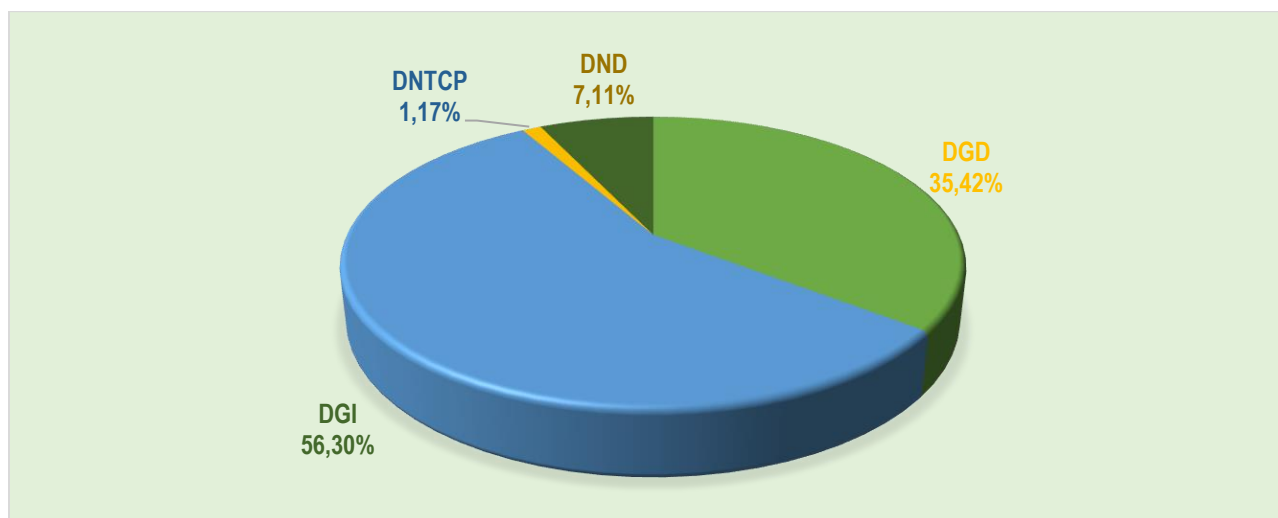


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, mars 2021.

Il apparaît dans le **graphique 1** que, de manière globale, les services d'assiettes et de recouvrement ont été performants dans la réalisation des objectifs rectifiés qui leur ont été assignés.

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 31 décembre 2021, il ressort du **graphique 2** que celle de la Direction générale des impôts représente la moitié du montant total réalisé.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, mars 2021.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES**A. Rappel des objectifs quantifiés**

Pour l'exercice 2020, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont fixées, dans le projet de collectif budgétaire, à 567,000 milliards FCFA, contre 713,580 milliards FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 20,54% et majorée à 582,200 milliards FCFA suivant le **décret N°2020-0278/PT-RM du 08 décembre 2020 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles et ouverture de crédits à titre d'avance au titre de l'exercice budgétaire 2020**. Sur cette prévision, 165,000 milliards FCFA représentent les recettes sur les produits pétroliers et 417,200 milliards FCFA, celles sur les autres marchandises⁴.

B. Réalisations des recettes douanières

Le **tableau 3** présente la situation de réalisation des recettes douanières au 31 décembre 2020, en comparaison avec l'exercice 2019.

Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.

Montants en milliards de FCFA

Bureaux		Réalisations au 31 décembre 2019	Réalisations au 31 décembre 2020	Prévisions Initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020
Produits pétroliers	Réalisations	159,166	158,337	190,000	165,000
	Prévisions	185,000	165,000		
	Ecart	- 25,834	- 6,663		
	Couverture	86,04%	95,96%		
Produits non pétroliers	Réalisations	395,811	421,309	523,580	417,200
	Prévisions	436,000	417,200		
	Ecart	- 40,189	4,109		
	Couverture	90,78%	100,98%		
Total	Réalisations	554,977	579,646	713,580	582,200
	Prévisions	621,000	582,200		
	Ecart	- 66,023	- 2,554		
	Couverture	89,37%	99,56%		

Source : DGD, mars 2021.

A la date du 31 décembre 2020, la Direction Générale des Douanes a réalisé 579,646 milliards de FCFA sur une prévision de 582,200 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 99,56%.

La répartition par groupe de produits est la suivante :

⁴ Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 165,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 31 décembre 2020, un montant de 158,337 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 95,96% et un gap de 6,663 milliards de FCFA

Ce niveau de réalisation s'explique notamment par la tendance alternée des prix fournisseurs et la contraction des mises à la consommation.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision de 417,200 milliards de FCFA suivant le **décret N°2020-0278/PT-RM du 08 décembre 2020 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles et ouverture de crédits à titre d'avance au titre de l'exercice budgétaire 2020**, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de 421,309 milliards de FCFA ; correspondant à un taux de réalisation de 100,98%.

Les recettes sur les produits non pétroliers ont été affectées par :

- la morosité de l'activité économique faisant surtout suite à l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays ;
- les mouvements sociaux intervenus dans le pays en fin d'année ont fortement contribué ;
- la récession de l'économie mondiale à la suite de la pandémie de la Covid-19 et aux mesures de riposte prises par le gouvernement.

C. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre 2021

Le tableau 4 présente les perspectives de recouvrement de recettes douanières pour le premier trimestre de 2021.

Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.

		Montants en milliards de FCFA
Bureaux	Perspectives pour le premier trimestre 2021	
Produits pétroliers		43,755
Produits non pétroliers		120,351
Total		164,055

Source : DGD, mars 2021.

Comme cela ressort dans le tableau 4, les perspectives de recouvrement de la DGD sont liées à l'évolution de la situation épidémiologique de la Covid-19, du climat sécuritaire et de leurs effets sur la demande de consommation et d'investissement privée et publique. Une accalmie du climat sécuritaire permettra à la Douane d'étendre son champ de contrôle pour un meilleur maillage du pays. Ainsi, l'objectif de recettes de la DGD est fixé, au premier trimestre 2021 à 164,055 milliards de FCFA, dont 43,755 milliards de FCFA sur les produits pétroliers et 120,351 milliards de FCFA sur les autres marchandises. Le maintien du niveau actuel des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers est vivement souhaité. Toutefois la baisse habituelle des volumes TTC en période hivernale est à craindre.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes assigné à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le collectif budgétaire en tenant compte du **décret N°2020-0278/PT-RM du 08 décembre 2020 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles et ouverture de crédits à titre d'avance au titre de l'exercice budgétaire 2020** s'élève à 914,125 milliards de FCFA, contre 1005,725 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

B. Réalisations

En fin décembre 2020, il a été réalisé 921,160 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,77 par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation est supérieur à celui de l'année 2019, qui a enregistré une réalisation de 920,694 milliards de FCFA sur une prévision de 910,700 milliards de FCFA, soit un taux de 101,10%.

Le **tableau 5** résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions en 2019 et 2020.

Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI.

	Exercice 2019			Exercice 2020		
	Prévisions annuelles	Réalisations	Taux %	Prévisions annuelles rectifiées	Réalisations	Taux %
Impôts directs	470,406	472,812	100,51	474,286	563,198	118,75
Impôts indirects	397,654	416,202	104,66	405,876	326,980	80,56
<i>dont TVA</i>				156,158	137,437	88,01
Enregistrements et timbre	42,640	31,680	74,30	33,963	30,982	91,22
Total	910,700	920,694	101,10	914,125	921,160	100,77

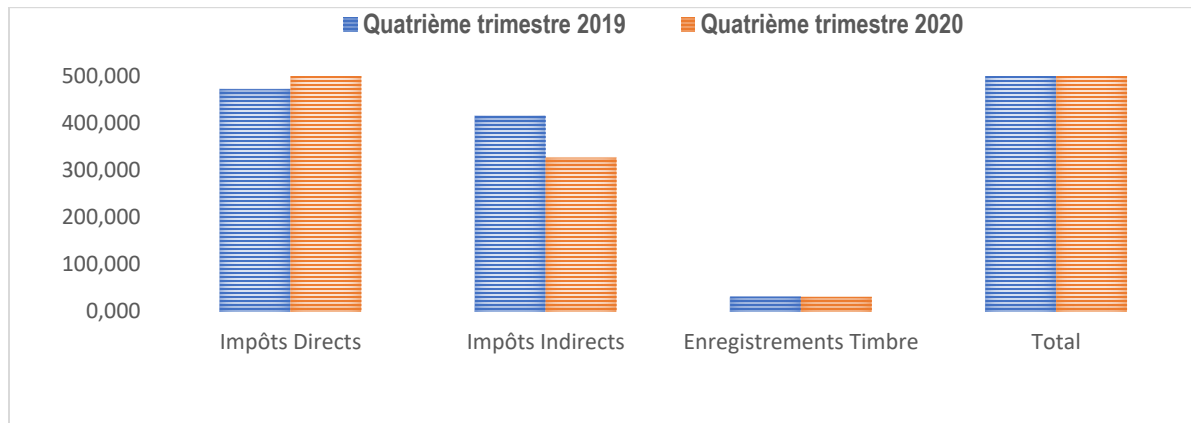
Source : DGI mars 2021.

De l'examen du **tableau 5**, il ressort, par rapport aux prévisions :

- les impôts directs ont dépassé leur niveau de 2019 de 90,386 milliards de FCFA, soit une augmentation de 19,12% ;
- les impôts indirects n'ont pas atteint leur niveau de 2019, le gap est 89,222 milliards de FCFA, soit une baisse de 21,44% ;
- les droits d'enregistrement et timbre n'ont également pas atteint leur niveau de réalisation de 2019, le gap est de 698 millions de FCFA, soit une baisse de 2,20%.

Le **graphique 3** résume la situation comparative au 31 décembre par grandes masses (2019 et 2020).

Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes fiscales des quatrièmes trimestres 2019 et 2020.



Source : DGI, mars 2021.

L'analyse du **graphique 3** révèle une baisse des recouvrements en valeurs nominales pour toutes les grandes masses d'impôts par rapport à l'année 2019.

Dans un contexte marqué par les effets de la Covid-19 sur l'activité économique, l'irréalisation de certains objectifs de recettes au 31 décembre 2020 s'explique par :

- les difficultés financières rencontrées par certaines grandes entreprises, notamment :
 - o la CMDT qui dépose des déclarations mensuelles (TVA, ITS, CFE et TL) non suivies de paiements avec des arriérés d'impôts très importants. Avec la baisse drastique du cours du coton, la CMDT qui figurait en 2019 parmi les plus gros contributeurs, n'arrive plus à faire face au paiement de ses impôts courants et arriérés d'impôts ;
 - o L'EDM qui depuis plus de deux ans dépose des déclarations mensuelles (TVA, ITS, CFE et TL) non suivies de paiements. Il faut rappeler qu'en 2019, les bailleurs de fonds ont, dans le cadre de la restructuration, payé les arriérés d'impôts de EDM à concurrence d'un montant de 24 milliards. Les arriérés d'impôts de l'EDM au titre de 2020 dépasse largement ce montant ;
- la suspension des mesures forcées de recouvrement des impôts et taxes durant la période de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ; il convient de signaler que l'apport des contrôles fiscaux suivis de l'application des mesures forcées de recouvrement des montants de redressements a contribué considérablement à l'atteinte de l'objectif de recettes de l'année 2019 ;
- la baisse drastique des activités au niveau des secteurs du transport, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration ;
- le système de rotation du personnel institué dans les services et la diminution des horaires de travail

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

A. Rappel des objectifs

Dans le collectif budgétaire, l'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) a baissé de 47,41% par rapport à la loi de finances initiale, passant de 39,653 milliards de FCFA à 20,853 milliards de FCFA.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le premier trimestre de 2020 sont ci-dessous présentées.

B. Réalisations

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 31 décembre 2020, se présente comme suit :

Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 30 septembre 2020		Quatrième trimestre 2020						Cumul au 31 décembre 2020		
			Octobre		Novembre		Décembre				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux %
Impôts et Taxes	9,323	9,189	1,392	1,078	1,392	1,288	1,485	2,060	13,592	13,615	100,17
PMU	5,619	3,883	0,527	0,405	0,527	0,505	0,527	0,676	7,200	5,469	75,96
Casino	0,061	0,065	-	-	-	0,025	-	0,021	0,061	0,111	181,97
Total	15,003	13,137	1,919	1,483	1,919	1,818	2,012	2,757	20,853	19,195	92,05

Source : DNTCP, mars 2021.

A l'analyse du tableau 6, nous constatons que par rapport aux prévisions cumulées à fin décembre 2020, il se dégage un déficit de 1,658 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,05%.

Au titre des impôts et taxes recouvrés par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, il se dégage un taux de réalisation de 100,17%.

C. Perspectives pour le quatrième trimestre

Le **tableau 7** présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au premier trimestre de 2021.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 31 décembre 2020	Prévisions du premier trimestre 2021			
		Janvier	Février	Mars	Total
Impôts et taxes	13,615	0,490	0,753	0,730	1,973
PMU	5,469	1,333	1,333	1,334	4,000
Casino	0,111	0,005	0,005	0,005	0,015
TOTAL	19,195	1,828	2,091	2,069	5,988

Source : DNTCP, mars 2021.

Comme l'indiquent les données du **tableau 7**, les prévisions cumulées de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le premier trimestre de 2021 s'élèvent à 5,988 milliards de FCFA dont 1,973 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 4,000 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,015 milliard de FCFA de recettes provenant du Casino.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES**A. Rappel des objectifs**

L'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale des Domaines (DND) dans le projet de collectif budgétaire de 2020 s'élèvent à 114,791 milliards de FCFA. Cette prévision est en baisse de 1,54% par rapport à celle de la loi de finances initiale.

B. Réalisations

Au 31 décembre 2020, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes s'est chiffrée à 116,300 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 101,31% des prévisions annuelles.

Le **tableau 8** compare les réalisations des quatrième trimestres 2019 et 2020.

Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.

Montants en milliards de FCFA

Nature	Réalisations au 31 décembre 2019	Prévisions au 31 décembre 2020	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %
Recettes fiscales	66,804	54,500	56,902	104,41
Taxe sur la plus-value de cession	1,595	2,600	0,977	37,59
Taxe sur frais d'édilité	0,290	0,400	0,028	7,02
Taxe ad valorem	45,845	38,815	40,150	103,44
Taxe d'extraction	0,364	0,106	0,219	207,02
Prélèvement honoraires greffiers	0,232	0,100	0,013	12,89
Droits d'enregistrement	15,574	10,100	12,998	128,69
Enregistrement des locations verbales	0,416	0,100	0,046	46,05
Droits de conservation foncière	1,952	1,629	1,990	122,16
Droit de timbres	0,536	0,650	0,480	73,92
Recettes non fiscales	16,079	3,211	1,050	32,70
Redevances superficielles	0,465	0,400	0,353	88,37
Concessions ordinaires	15,044	2,611	0,585	22,39
Loyers administratifs	0,021	0,100	0,034	33,96
Pénalités	0,549	0,100	0,078	77,99
Produits financiers	41,717	57,080	58,349	102,22
Dividendes des sociétés minières	17,093	28,185	35,052	124,36
Dividendes des autres sociétés	24,624	28,895	23,297	80,62
Total - recettes budgétaires	124,600	114,791	116,300	101,31

Source : DND, mars 2021.

A la lecture du **tableau 8**, il ressort que le montant des réalisations de recettes budgétaires par la DND au cours du quatrième trimestre s'est chiffré 116,300 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 101,31% des prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation a connu une hausse de 29,44 points de pourcentage par rapport à la même période en 2019.

a. Recettes fiscales

Le montant des réalisations de recettes fiscales par la DND au cours du quatrième trimestre s'est chiffré à 56,902 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 104,41% des prévisions annuelles.

Ce résultat est essentiellement imputable à la taxe ad valorem (TAV) dont les réalisations se sont chiffrées à 40,150 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 103,44% des prévisions annuelles.

b. Recettes non fiscales

La réalisation au titre des recettes non fiscales s'est chiffrée à 1,050 milliard de FCFA, soit 32,70% des prévisions annuelles.

c. Produits financiers

Les produits financiers, constitués de dividendes, affichent un niveau de réalisation de 58,349 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,22% par rapport aux prévisions annuelles. Cette performance s'explique en partie par le recouvrement, pour la première fois, des dividendes de la BECEAO et de la SOMILO, avec un montant de 8 milliards de FCFA pour chacune.

Il faut également remarquer que les dividendes payés par les sociétés minières affichent une nette amélioration par rapport à ceux des autres sociétés, soit respectivement 35 milliards de FCFA et 23 milliards de FCFA.

C. Contraintes et difficultés

Les réalisations de recettes budgétaires par la DND ont été impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le ralentissement de l'activité économique suite à la pandémie de la Covid-19;
- la situation sociopolitique et la crise sécuritaire ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'insuffisance des moyens matériels (matériels roulants et autres équipements) pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes ;
- l'insuffisance de personnel qualifié, due au déficit de formation initiale et continue.

D. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

- demander aux responsables des sociétés minières et non minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- instaurer un cadre formel de collaboration entre la DND et la DGI, dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables que les deux services ont en commun ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- veiller à l'application stricte de la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficielles et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la DNGM ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation, etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

E. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre de 2021

Comme perspectives, il est attendu, au titre du premier trimestre, un montant de 19,400 milliards de FCFA, réparti comme suit :

- 3,000 milliards de FCFA de dividendes des sociétés minières ;
- 5,000 milliards de FCFA de recettes ordinaires ;
- 9,000 milliards de FCFA de TAV ;
- 400 millions de FCFA de redevances superficielles ;
- 2,000 milliards de FCFA au titre de l'aliénation d'immeubles ;
- 10,866 milliards de FCFA de compensations de crédits TVA.

Il est à signaler que la DND a atteint l'objectif de recouvrement de recettes inscrit dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) au titre de l'exercice 2020.

Mais, il faut signaler cependant que l'atteinte des objectifs de recettes assignés à la DND par la Loi de Finances 2021 repose majoritairement sur la contribution des dividendes dont la prévision trimestrielle est faite en tenant compte des acomptes qui seront effectués par les sociétés au cours de l'année. Les montants et les dates de tenue des assemblées générales n'étant pas connus à l'avance, les réalisations de la période peuvent ne pas y correspondre.

2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs

Les dons programmes et legs inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS) ainsi que du fonds de concours Covid-19.

Pour l'exercice budgétaire 2020, il est prévu de mobiliser, au titre de ces dons, 250,167 milliards de FCFA, soit 170,789 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale. Le montant additionnel est composé des reports d'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) pour 2,492 milliards de FCFA, de l'Appui Budgétaire Général (ABG) pour 152,796 milliards de FCFA et du fonds de concours Covid-19 pour 15,500 milliards de FCFA.

Les recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à 223,338 milliards de FCFA, contre 70,542 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 216,60%.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à 11,328 milliards de FCFA, contre 8,836 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 28,20%.

En termes de réalisation, les dons programmes et legs ont été décaissés à hauteur de 48,853 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 19,53%, dont 72,96% proviennent des dons d'ABG.

Ce niveau de réalisation est inférieur de 72,73 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Les fonds décaissés par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à 6,563 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 57,94% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées.

En ce qui concerne le fonds de concours Covid-19, sur une prévision de 15,500 milliards de FCFA, il a été mobilisé au 31 décembre 2020, un montant de 6,647 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 42,88%.

2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2020, des crédits d'un montant de 163,400 milliards de FCFA ont été inscrits dans le projet de collectif budgétaire au titre des dons projets et legs, contre 155,600 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 5,01%. Cette augmentation constitue un financement de la Banque mondiale en faveur du secteur de la santé, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Sur ce montant (163,400 milliards de FCFA), 74,600 milliards de FCFA ont été réalisés au 31 décembre 2020, soit un taux de réalisation 45,65% par rapport à l'objectif annuel. Ce taux de réalisation est inférieur de 8,17 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.

Structures	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	11,321	4,972	43,92	6,66
Ministère de l'équipement, des infrastructures	17,580	-	0,00	0
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	8,237	5,337	64,79	7,15
Ministère de l'agriculture	33,723	16,808	49,84	22,53
Ministère de l'élevage et de la pêche	6,251	2,929	46,86	3,93
Commissariat à la sécurité alimentaire	1,213	0,715	58,94	0,96
Ministère de l'énergie et de l'eau	47,359	26,507	55,97	35,53
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	3,427	3,717	108,46	4,98
Ministère de l'économie et des finances	24,639	5,402	21,92	7,24
Ministère des mines et du pétrole	1,000	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	100,00	10,46
Ministère de l'industrie et du commerce	0,800	0,413	51,63	0,55
Ministère des maliens de l'extérieur	0,050	-	0,00	0,00
Total	163,400	74,600	45,65	100,00

Source : DNP, mars 2021.

Il ressort du tableau 9 que le taux de réalisation le plus important réalisé au titre des dons projets a été enregistré au niveau du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (108,46%), tandis que la part la plus importante des décaissements est enregistré au niveau du ministère de l'énergie et de l'eau (35,53% des décaissements).

Durant l'exercice 2021, il est prévu de mobiliser 155,600 milliards de FCFA de dons projets.

2.1.1.4. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions rectifiées de recettes exceptionnelles s'élèvent à 14,500 milliards de FCFA, contre 8,981 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 61,45%. Elles enregistrent les remises et annulations de dettes, notamment, les recettes issues de l'initiative PPTE⁵.

Au 31 décembre 2020, l'allègement de la dette au titre de cette initiative et de l'allègement de dette consenti par le FMI s'est chiffré à 18,229 milliards de FCFA, dont 17,252 milliards de FCFA pour le principal, soit un taux de réalisation de 125,72%.

⁵PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

Les budgets annexes retracent les opérations budgétaires des entrepôts maliens à l'étranger. Leurs recettes proviennent essentiellement des rémunérations des prestations portuaires qu'ils effectuent.

A. Rappel des objectifs

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 ont augmenté de 16,58%. Elles s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

B. Réalisations

Sur la prévision de 9,105 milliards de FCFA, 6,852 milliards de FCFA ont été réalisés au 31 décembre 2020, soit un taux de réalisation de 75,25% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation a augmenté de 10,94 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

Le détail des recouvrements par entrepôts est présenté dans le **tableau 10**.

Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes par budget annexe.

<i>Montants en milliards de FCFA</i>				
	Prévisions rectifiées	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux%	Part%
Entrepôts maliens au Sénégal	4,330	3,764	86,92	54,94
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,879	1,047	55,69	15,27
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,508	79,03	7,41
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,427	60,99	0,00
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,373	62,13	5,44
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,468	72,74	6,83
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,265	85,95	3,87
Total budgets annexes	9,105	6,852	75,25	100

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, mars 2021.

Il ressort de la lecture du **tableau 10** que les entrepôts maliens au Sénégal, au Bénin et au Togo enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 86,92%, 85,95%, 79,03%.

Les réalisations des Entrepôts maliens au Sénégal représentent 54,94% des réalisations totales sur la période.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Au 31 décembre 2020, les EMABE ont réalisé 85,95% de leurs recettes prévisionnelles. Ce niveau de réalisation est supérieur de 1 point de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Les difficultés ont trait notamment à :

- l'absence de l'accord de siège, la non signature de cet accord relatif aux avantages consentis aux organismes et services, aux fonctionnaires et agents du Mali en activité aux Entrepôts Maliens au Bénin, hypothèque l'immatriculation des véhicules des EMABE dans la série « OI » (Organisation Internationale) à l'instar des autres pays de l'hinterland (Burkina Faso et Niger) ;
- l'immatriculation en Admission Temporaire (AT) préalablement accordée par les autorités béninoises a été annulée consécutivement à la lenteur constatée dans le traitement du projet d'Accord de siège de la Représentation du Port Automne de Cotonou au Mali.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les réalisations au 31 décembre 2020 font ressortir un taux de 86,92%. Ce niveau de réalisation est supérieur de 27 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période. Il est une conséquence logique des mesures prises dans le cadre de la maîtrise du fret et de la diversification des sources de recettes des EMASE avec la mise en service des parkings gros porteurs de M'Bao au Sénégal et de Kounda au Mali.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Les réalisations au 31 décembre 2020 font ressortir un taux de 55,69%. Comparé à la même période de 2019, ce niveau de réalisation est inférieur d'environ 12 points de pourcentage. Les facteurs qui ont influencé ce résultat sont, essentiellement :

- **Prestation à l'import (- 82 834 521 FCFA) :** la baisse du trafic sur le corridor ivoirien surtout les produits de grande consommation à l'approche du mois de carême due surtout à la pandémie de Covid19 et la situation socio-politique en Côte d'Ivoire, qui a obligé une grande partie des opérateurs économiques maliens à diriger leurs cargaisons sur d'autres ports de la sous-région ;
- **Prestation à l'export (-22 521 861 FCFA) :** la baisse du volume d'évacuation du coton par le port d'Abidjan et de San Pedro vu le contexte sanitaire de COVID-19, la situation socio-politique en Côte d'Ivoire et la baisse drastique de la production cotonnière du Mali ;
- **Recettes locatives (-51 447 375 FCFA) :** la suspension du contrat d'avenant d'exploitation du terreplein EMACI1 entre les EMACI et la CMDT suite au début des travaux de construction du magasin sinistré depuis le début de l'exercice budgétaire 2020 ;

- **Remboursement prêt aux agents (-4 959 486 FCFA) :** la diminution du nombre d'agent sollicitant des prêts ;
- **Recettes diverses(-187 608 048 FCFA) :** la fin des travaux de construction des bureaux EMACI sur l'exercice 2018/2019 suivant marché n°02485/DGMP/DSP/2018 du 10/10/2018 et des travaux de clôture du lot 80A des EMACI à San-Pedro ;
- **Recettes sur factures Exercices antérieurs (+6 132 297 FCFA) :** le recouvrement des factures sur la prestation évacuation à l'importation du par TOTAL-MALI pour l'exercice 2019.
- **Subvention EMASE : (+180 000 000 FCFA) :** la suppression de la subvention accordée par les EMASE aux EMACI pour l'exercice 2020.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 31 décembre 2020 font ressortir un taux de 79,03% par rapport aux prévisions annuelles. Ce taux est supérieur de 10,92 points de pourcentage à celui de 2019.

Ce niveau de réalisation se justifie principalement par la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

Les réalisations au 31 décembre 2020 font ressortir un taux de 60,99% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est inférieur d'environ 18 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

Les réalisations au 31 décembre 2020 font ressortir un taux de 62,13% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est comparable à celui observé à la même période en 2019.

C. Perspectives

Pour le premier trimestre de 2021, les perspectives se présentent comme il suit par budget annexe.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Malgré les difficultés conjoncturelles auxquelles est confrontée l'économie sous régionale, l'espoir est permis pour l'accroissement du volume du trafic sur le corridor Cotonou-Bamako avec le développement d'une stratégie « Port Autonome de Cotonou, plateforme logistique pour la région », les réformes portuaires et douanières entreprises par le Bénin et les mesures prises pour satisfaire les besoins croissants des opérateurs économiques des pays de l'hinterland constituent des gages pour la facilitation et le développement du trafic en transit.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les EMASE ont amorcé l'exécution de grands chantiers, notamment, les parkings gros porteurs de Mbao, de Sandiara au Sénégal et ceux de Kounda à Kéniéba au Mali. Ces investissements, dont l'exploitation a déjà commencé, permettront de rehausser le niveau des recettes des EMASE.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Afin d'atteindre les prévisions de recettes pour le premier trimestre 2021, les EMACI vont démarcher les autorités portuaires afin de revoir à la baisse les couts de passage portuaire du fret Malien en transit, diligenter les travaux de construction du magasin sinistré afin d'augmenter les redevances locatives et entamer des actions auprès des autorités portuaires ivoiriennes afin de faire revenir les opérateurs économiques Maliens partis dans les ports concurrents.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les perspectives de réalisation pour le premier trimestre de 2021 se chiffrent à 197,375 millions de FCFA.

L'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar des autres pays de l'interland, tel que le Niger et le Burkina Faso contribuera à l'amélioration du niveau de recouvrement de ses ressources.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

En vue d'améliorer les recettes des EMAMAU, des efforts sont déployés au niveau de tous les acteurs de la communauté portuaire et des opérateurs afin de fluidifier et faciliter le trafic.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 164,386 milliards de FCFA, soit 94,775 milliards de FCFA de plus que dans la loi de finances initiale. Ces prévisions ont été portées à 202,386 milliards de FCFA par le Décret n°2020-0278/PT-RM du 8 décembre 2020, autorisant l'encaissement de ressources additionnelles.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.*Montants en milliards de FCFA*

Comptes spéciaux du Trésor (CST)	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %	Part %
Fonds de Remboursement de Crédits de TVA (FRC-TVA)	69,900	125,900	124,752	99,09	93,29
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	5,000	3,750	75,00	2,80
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,800	1,800	-	0,00	0,00
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa)	0,500	0,500	-	0,00	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières (FFRFPAM)	0,350	0,350	0,100	28,27	0,07
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,600	0,600	0,450	75,00	0,34
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	61,977	-	0,00	0,00
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	2,981	2,127	71,34	1,59
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT)	2,363	2,363	2,363	99,99	1,77
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,230	0,230		0,00	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,685	0,181	26,42	0,14
Total comptes spéciaux du Trésor	124,410	202,386	133,723	66,07	100,00

Source : DNTCP, février 2021.

Il ressort de la lecture du **tableau 11** que le montant des recettes mobilisées à la date du 31 décembre 2020 s'élève à 133,723 milliards de FCFA, dont 124,752 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA, soit un taux de réalisation de 66,07% par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières, soit 99,99% des prévisions, tandis que la part la plus importante des recettes provient du FRC-TVA.

2.2. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions rectifiées de dépenses budgétaires pour l'exercice 2020 se chiffrent à 2 864,976 milliards de FCFA, contre 2 604,568 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il a été exécuté au 31 décembre un montant de 2 400,750 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 83,80%, dont 18,35% dans les Régions et 5,69% par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites dépenses est présentée dans les lignes qui suivent.

2.2.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Le **tableau 12** présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Natures économiques	Montants en milliards de FCFA				
	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations CP au 31 décembre 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budget Général (1)	884,965	2 653,485	2 339,275	2 262,312	85,26
Dépenses ordinaires		1 741,894	1 631,964	1 611,602	92,52
Personnel		687,368	622,297	620,022	90,20
<i>dont fonctionnaires des Collectivités territoriales</i>		224,611	208,198	207,715	92,48
Acquisitions de biens et services, dont		436,437	373,753	366,245	83,92
<i>Matériel</i>		182,397	148,760	145,642	79,85
<i>Communication</i>		50,575	39,216	38,752	76,62
<i>Autres Dépenses</i>		139,622	135,985	135,816	97,27
<i>dépenses électorales</i>		30,750	30,640	30,640	99,64
Charges financières		120,423	114,707	114,707	95,25
Transferts et subventions, dont		484,657	518,579	508,000	104,82
<i>Bourses</i>		17,796	10,855	10,855	61,00
<i>Subvention intrants</i>		43,000	127,105	119,646	278,247
<i>Subvention EDM-SA</i>		30,000	30,000	30,000	100,00
<i>Filet social</i>		146,000	145,663	145,617	99,74
Dépenses en atténuation des recettes		13,009	2,628	2,628	20,20
Dépenses en capital	884,965	911,590	707,312	650,710	71,38
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ⁶	884,965	911,590	707,312	650,710	71,38
<i>dont BSI financement extérieur</i>	96,626	275,600	169,800	169,800	61,61
<i>dont Filet social</i>	10,000	10,000	7,429	6,560	65,60
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	

⁶La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

Natures économiques	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations CP au 31 décembre 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budgets annexes (2)	2,648	9,105	5,280	4,716	51,79
Personnel		2,215	1,833	1,620	73,17
Acquisitions de biens et services		3,583	1,241	1,180	32,93
Transferts et subventions		0,660	0,718	0,718	108,83
Dépenses en capital	6,648	2,648	1,487	1,197	45,21
Comptes spéciaux du Trésor (3)	74,194	202,386	133,857	133,723	81,35
Personnel		0,290	0,023	0,023	7,77
Acquisitions de biens et services		1,312	0,769	0,682	52,01
Transferts et subventions		0,690	0,528	0,527	76,38
Dépenses en atténuation de recettes		125,900	125,866	125,866	143,19
Dépenses en capital	74,194	74,194	6,673	6,625	8,93
Total général (1 + 2 + 3)	961,807	2 864,976	2 478,412	2 400,750	83,80

Source : DGB, mars 2021.

2.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les transferts du budget général vers les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les dépenses des institutions de la République et autorités administratives indépendantes.

Elles s'élèvent à 2 653,485 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire de 2020, contre 2 472,348 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur cette prévision, 2 262,312 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 décembre 2020, soit un taux d'exécution de 85,26%, sur lesquels 71,24% représentent des dépenses ordinaires et 28,76% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est inférieur de 1,57 point de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice. Ils se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisition de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2020 s'élèvent à 1 741,894 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire, contre 1 500,849 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 1 611,602 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 92,52%. Ce niveau d'exécution est comparable à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2020 à 687,368 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 636,254 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du quatrième trimestre, cette nature de dépense présente un taux d'exécution de 90,20% et la part la plus importante des liquidations du budget ordinaire (38,47%). Sur les 620,022 milliards de FCFA liquidés, 33,50% représente les charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit 207,715 milliards de FCFA.

Il est à noter que 49,32% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

b. Biens et services

Les crédits de paiement destinés à l'acquisition de biens et services se chiffrent à 436,437 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 409,557 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 31 décembre 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 366,245 milliards de FCFA représentant un taux d'exécution de 83,92%. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés, à l'acquisition de matériel (39,77) et aux autres dépenses (37,08%).

Il est à noter que 14,49% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

c. Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent à 120,423 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2020.

A la fin du quatrième trimestre, ils ont été exécutés à hauteur de 114,707 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 95,25%, sur lesquels 70,93% représentent les frais financiers sur la dette intérieure.

d. Transferts et subventions :

Evalués à 484,657 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 326,907 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 508,000 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 104,82%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, les dépenses de filet social (28,66%), la subvention des intrants (23,55%), la subvention accordée à EDM-SA (05,91%), et les bourses scolaires (2,14%).

Les 3,16% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

e. Dépenses en atténuation des recettes :

Prévues pour 13,009 milliards de FCFA, les dépenses en atténuation des recettes sont affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement ainsi qu'au remboursement des crédits de TVA et des droits indûment perçus. La situation d'exécution de ces dépenses fait ressortir, à la fin du quatrième trimestre, un montant liquidé de 2,628 milliards de FCFA, représentant 20,20% des prévisions, sur lesquels 83,88% constituent des remboursements des exonérations fiscales.

B. Dépenses en capital

Dans le budget d'Etat, les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en CP. Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Ils se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital s'élèvent à 884,965 milliards de FCFA, contre 834,873 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 911,590 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 971,499 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 650,710 milliards de FCFA ont été liquidés au 31 décembre, soit un taux d'exécution de 71,38%, sur lesquels 42,81% ont été liquidés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, 30,29% au compte du BSI financement intérieur, 26,09% au compte du BSI financement extérieur et 0,80% au titre des appuis budgétaires sectoriels.

En outre, 10,09% des liquidations ont été effectués dans les régions.

a. Equipement - investissement

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 339,558 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 319,558 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du quatrième trimestre, ces crédits ont été exécutés à 82,05%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

b. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement intérieur s'élèvent à 285,104 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 293,104 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, 69,14% ont été exécutés au 31 décembre 2020.

c. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement extérieur s'élèvent à 275,600 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 350,000 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Le taux d'exécution de ces crédits au 31 décembre 2020 est 61,61% par rapport aux prévisions annuelles. Sur le montant liquidé (169,800 milliards de FCFA), 56,07% représentent des dépenses sur prêts projets et 43,93%, des dépenses sur dons projets.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

Structures	Montants en milliards de FCFA			
	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	11,321	5,440	45,95	3,20%
Ministère de l'équipement, des infrastructures	26,675	33,337	124,97	19,63
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	12,901	9,376	72,68	5,52
Ministère de l'agriculture	79,434	37,536	47,25	22,11
Ministère de l'élevage et de la pêche	24,959	7,129	28,56	4,20
Commissariat à la sécurité alimentaire	1,213	0,715	58,94	0,42
Ministère de l'énergie et de l'eau	71,824	54,086	75,30	31,85
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	3,427	3,717	108,46	2,19
Ministère de l'économie et des finances	24,639	8,642	33,66	5,09
Ministère des mines et du pétrole	1,000	1,609	160,90	0,95
Ministère de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille	0,200	0,000	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	15,600	7,800	50,00	4,59
Ministère de l'industrie et du commerce	0,800	0,413	51,63	24,32
Ministère des maliens de l'extérieur	0,050	0,000	0,00	0,00
Total	275,600	169,800	61,61	100,00

Source : DNP, mars 2021.

Il ressort de la lecture du **tableau 13** que les structures dont le poids est significatif dans le montant des crédits liquidés sont :

- le ministère de l'énergie et de l'eau, dont les liquidations représentent 31,85% du total et dont les crédits ont été exécutés à 75,30% à la fin du quatrième trimestre ;
- le ministère de l'industrie et du commerce, dont les liquidations représentent 24,32% du total ;

- le ministère de l'agriculture, dont les liquidations représentent 22,11% du total.

En termes de taux d'exécution, les niveaux les plus élevés sont enregistrés au niveau des départements (i) des mines et du pétrole (160,90%), (ii) de l'équipement et des infrastructures (124,97%) et (iii) de l'administration du territoire et de la décentralisation (108,46%)

2.1.1.2. Budgets annexes

Les CP des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 31 décembre, à hauteur de 4,716 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 51,79%, sur lesquels 74,61% représentent des dépenses ordinaires et 25,39% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est inférieur de 6,21 points à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires alloués aux budgets annexes pour 2020 s'élèvent à 6,457 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 5,729 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 3,519 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 54,49%.

a. Personnel

Les CP des charges salariales des entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent en 2020 à 2,215 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au quatrième trimestre, à hauteur de 73,17%.

b. Biens et services

Les CP destinés à l'acquisition de biens et services pour les entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent à 3,583 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 2,854 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 31 décembre 2020, ils ont été liquidés à hauteur de 1,180 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 32,93%.

c. Transferts et subventions :

Évalués à 0,660 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions des entrepôts maliens à l'étranger ont été liquidés à hauteur de 0,718 milliard de FCFA, représentant un taux d'exécution de 108,83%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée par les EMASE aux EMAMAU (33,78%), EMAGUI (44,59%) et EMAGHA (20,27%).

B. Dépenses en capital

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE de dépenses en capital allouées aux entrepôts maliens à l'étranger sont égaux aux CP et s'élèvent à 2,648 milliards de FCFA, contre 2,081 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 1,197 milliard de FCFA ont été liquidés au 31 décembre, soit un taux d'exécution de 45,21%.

2.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les CP ajustés des comptes spéciaux du Trésor se chiffrent en 2020 à 202,386 milliards de FCFA, contre une prévision initiale de 124,410 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 31 décembre, à hauteur de 133,723 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 66,07%, sur lesquels 95,05% représentent des dépenses ordinaires et 4,95% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 2,56 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Les CP ajustés de dépenses ordinaires inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 s'élèvent à 128,192 milliards de FCFA, contre 72,192 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 127,097 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 99,15%.

a. Personnel

Les CP des charges salariales inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 se chiffrent à 0,290 milliard de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au quatrième trimestre, à hauteur de 7,77%.

b. Biens et services

Les CP inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour l'acquisition de biens et services se chiffrent à 1,312 milliard de FCFA.

Au 31 décembre 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 0,682 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 52,01%.

c. Transferts et subventions :

Evalués à 0,690 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 ont été exécutés à hauteur de 76,38% au 31 décembre 2020.

d. Dépenses en atténuation des recettes :

Les CP ajustés des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 125,900 milliards de FCFA, contre 69,900 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Ces crédits ont été liquidés à 99,97% au 31 décembre. Ils absorbent 94,12% des crédits liquidés pour les comptes spéciaux du Trésor.

e. Dépenses en capital

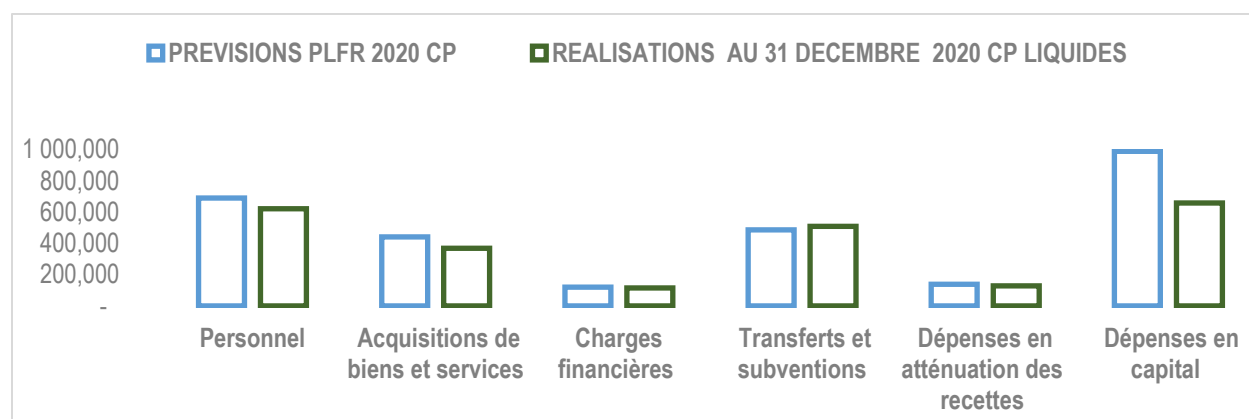
Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor sont égaux aux CP et s'élèvent à 74,194 milliards de FCFA, contre 52,218 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 6,625 milliards de FCFA ont été liquidés au 31 décembre, soit un taux d'exécution de 8,93%.

2.1.1.4. Situation d'exécution agrégée par nature économique

Agrégée par nature économique⁷, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le **graphique 4**.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 décembre 2020 par nature économique.



Source : DGB, mars 2021.

Le **graphique 4** permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses de transferts et subvention (104,78%), des charges financières (95,25%), des dépenses en atténuation des recettes (92,50%) et des dépenses personnel (90,11%).

⁷ Tout type de budget confondu.

Il apparait également que la part des dépenses en capital dans le total des dépenses liquidées est la plus importante (27,43%) et que les dépenses de personnel, représentent le deuxième poste de dépenses avec 25,89% des liquidations.

2.1.1.5. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics

Au 31 décembre 2020, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par nature économique au niveau des régions et des établissements publics se présente comme suit :

Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Nature économique	Prévisions rectifiées 2020	Crédits engagés au 31 décembre 2020	Crédits liquidés au 31 décembre 2020	Taux %	Part %
Régions	390,335	444,517	440,578	112,87	100,00
Personnel	234,203	306,121	305,823	130,58	69,41
Acquisition de biens et services	62,549	53,188	53,052	84,82	12,04
Transferts et subventions	18,936	16,067	16,060	84,81	3,65
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	74,647	69,141	65,643	87,94	14,90
Etablissements publics	153,076	138,584	136,694	89,30	100,00
Transferts et subventions	148,505	134,530	132,696	89,35	97,08
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	4,571	4,054	3,998	87,47	2,92
Total	543,411	583,101	577,272	106,23	100,00

Source : DGB, mars 2021.

Il en ressort qu'au niveau des régions, les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au 31 décembre (69,41%) et présentent le taux d'exécution le plus élevé (130,58%). Aussi, malgré leur faible poids dans le total des dépenses liquidées (3,65%), les transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 84,81% des prévisions annuelles.

Au niveau des établissements publics, les transferts et subventions présentent un taux d'exécution de 89,35% et représentent presque la totalité des crédits liquidés (97,08%). Les dépenses en capital représentent quant à elles 2,92% des liquidations.

2.2.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2020 comporte 148 programmes, 337 actions, 468 objectifs et 1144 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le **tableau 15**.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions rectifiées 2020						Réalizations CP au 31 décembre 2020			
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'objectifs	Nombre d'indicateurs	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %	Part %
Programmes de pilotage (1)	39	136	135	301	145,750	722,243	698,951	647,439	89,64	29,02
Personnel						240,308	167,104	166,129	69,13	25,66
Biens et services						156,215	141,322	136,287	87,24	21,05
Transferts et subventions						96,715	189,594	181,299	187,46	28,00
Investissement					145,750	229,005	200,931	163,723	71,49	25,29
Programme opérationnel (2)	97	183	311	782	547,327	1 217,899	987,243	968,472	79,52	43,41
Personnel						329,841	397,518	396,399	120,18	40,93
Biens et services						126,732	108,277	106,055	83,68	10,95
Transferts et subventions						184,863	167,141	164,993	89,25	17,04
Investissement					547,327	576,463	314,307	301,025	52,22	31,08
Programmes des Budgets annexes (3)	1	7	2	14	2,648	9,105	5,280	4,716	51,79	0,21
Personnel						2,215	1,833	1,620	73,17	34,36
Biens et services						3,583	1,241	1,180	32,93	25,02
Transferts et subventions						0,660	0,718	0,718	108,83	15,23
Investissement					2,648	2,648	1,487	1,197	45,21	25,39
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	20	47	74,194	206,386	133,857	133,723	81,35	5,99
Personnel						0,290	0,023	0,023	7,77	0,02
Biens et services						1,312	0,769	0,682	52,01	0,51
Transferts et subventions						0,690	0,528	0,527	76,38	0,39
Dépenses en atténuation des recettes						125,900	125,866	125,866	143,192	94,12
Investissement					74,194	74,194	6,673	6,625	8,93	4,95
Dotations (5)	0	0	0	0	191,888	713,343	483,282	476,601	66,81	21,36
Personnel						117,219	57,675	57,494	49,05	12,06
Charges financières de la dette						120,423	114,707	114,707	95,253	24,07
Biens et services						153,489	124,154	123,903	80,72	26,00
Transferts et subventions						203,080	161,844	161,707	79,63	33,93
Dépenses en atténuation des recettes						13,009	2,628	2,628	20,202	0,55
Investissement					191,888	106,123	22,274	16,162	15,23	3,39
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	148	337	468	1 144	961,807	2 864,976	2 308,612	2 230,950	77,87	100,00

Source : DGB mars 2021.

2.2.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 722,243 milliards de FCFA, contre 601,130 milliards de FCFA dans le budget initial. Ils permettent de financer 39 programmes d'administration générale et 136 actions.

Au 31 décembre, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 647,439 milliards de FCFA, correspondant à 29,02% des crédits liquidés et 89,64% des prévisions.

Presque le tiers des crédits liquidés représentent des dépenses de transferts, qui présentent aussi le taux d'exécution le plus élevé (187,46%).

Comparés à la même période en 2019, ce niveau d'exécution a diminué de 6,96 points de pourcentage. Il en est de même pour le poids qui a diminué de 0,42 point de pourcentage.

2.2.2.2. Programmes opérationnels

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 1 217,899 milliards de FCFA, contre 1 274,773 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Ils permettent de financer 97 programmes et 183 actions.

A la fin du quatrième trimestre, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 968,472 milliards de FCFA, correspondant à 43,41% des crédits liquidés et 79,52% des prévisions.

Les dépenses de personnel sont les plus importantes (40,93% des crédits liquidés). Elles enregistrent également le taux d'exécution le plus élevé (120,18%). Les dépenses d'investissement, quant à elles, représentent le deuxième poste de liquidation (31,08%), malgré leur faible taux d'exécution (52,22% des prévisions).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a diminué de 18,69 points de pourcentage et leur part dans les liquidations, de 8,33 points de pourcentage.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

2.2.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions. Ils s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 7,810 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 31 décembre, ils ont été exécutés à hauteur de 4,716 milliards de FCFA, soit moins de 1% des liquidations totales et 51,79% des prévisions. Les 34,36% des crédits liquidés représentent des

dépenses de personnel. Malgré leur faible poids (15,23% des crédits liquidés), les transferts des EMASE aux autres entrepôts présentent le taux d'exécution le plus élevé (108,83%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a diminué de 6,21 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations demeure pratiquement stable.

2.2.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 programmes et 11 actions. Ils se chiffrent à 202,386 milliards de FCFA, contre 124,410 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 31 décembre, ils ont été exécutés à hauteur de 133,723 milliards de FCFA, soit 66,07% des prévisions et 5,99% du total des crédits liquidés, dont 94,12% ont servi à payer des dépenses en atténuation des recettes.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur part dans les liquidations ont augmenté, respectivement de 2,56 et 2,36 points de pourcentage.

2.2.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont ventilés en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

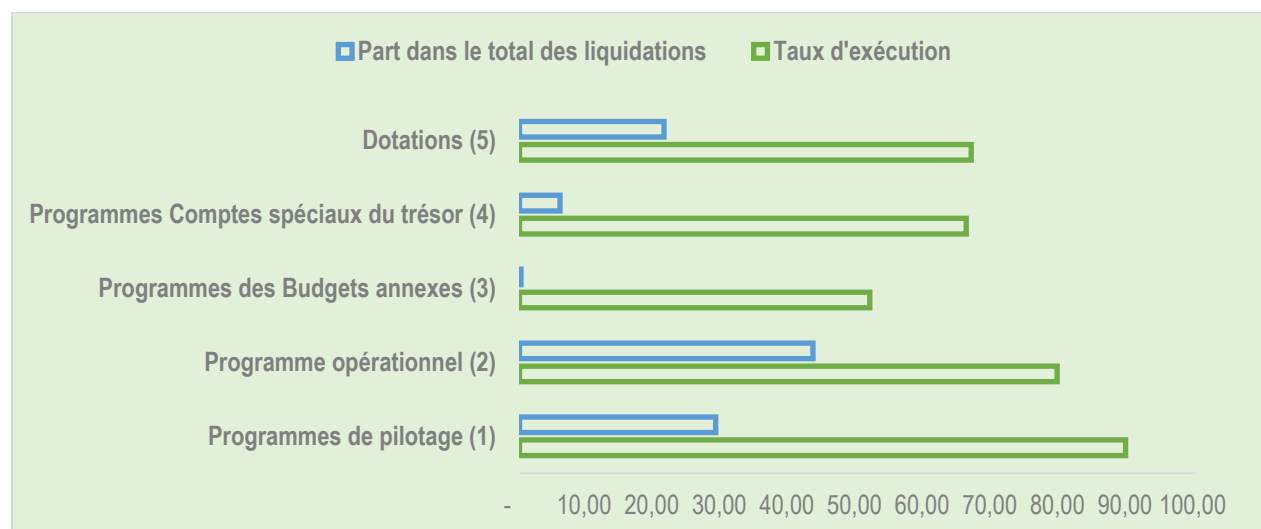
Les crédits de paiement alloués à ces dotations en 2020, se chiffrent à 713,343 milliards de FCFA, contre 596,446 milliards de FCFA dans le budget initial.

A la fin du quatrième trimestre, ils ont été exécutés à hauteur de 476,601 milliards de FCFA, soit 21,36% du total des crédits liquidés et 66,81% des prévisions. Les dépenses de transferts et subventions présentent la part la plus importante des crédits liquidés (33,93%) tandis que les charges financières de la dette présentent le taux d'exécution le plus élevé, soit 95,25%.

2.2.2.6. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 5** récapitule la situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, mars 2021.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent la part la plus importante des crédits liquidés au 31 décembre (43,41%), tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes de pilotage (89,64%).

2.2.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les dépenses budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le **tableau 16** présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Montants en milliards de FCFA

Fonction	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations au 31 décembre 2020			
	CP	Poids %	Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Poids %
Services généraux des administrations publiques	674,308	23,85	581,854	573,337	85,03	25,70
Défense	341,790	11,93	377,074	339,845	99,43	15,23
Ordre et sécurité publics	168,071	5,87	142,944	135,684	80,73	6,08
Affaires économiques	652,794	22,79	380,906	370,735	56,79	16,62
<i>dont Agriculture</i>	368,089	12,85	189,103	180,201	48,96	8,08
Protection de l'environnement	45,340	1,58	21,249	16,344	36,05	0,73
Logement et équipements collectifs	78,455	2,74	38,569	35,916	45,78	1,61
Santé	192,482	6,72	130,263	127,997	66,50	5,74
Loisirs, culture et culte	21,051	0,73	18,392	18,078	85,88	0,81
Enseignement	441,902	15,42	405,071	401,945	90,96	18,02
Protection sociale	248,781	8,68	212,291	211,070	84,84	9,46
Total	2 826,976	100,00	2 308,612	2 230,950	77,87	100,00

Source : DGB, mars 2021.

2.2.3.1. Services généraux des administrations publiques

Pour 2020, le poids des services généraux des administrations publiques dans les dépenses budgétaires est passé de 26,10% dans la loi de finances initiale à 23,85% dans le budget d'Etat rectifié.

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget au titre de ces services s'élève à 85,03% à la date du 31 décembre. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales, ainsi que les affaires étrangères pour 44,07%, les opérations concernant la dette publique pour 28,15%, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour 18,70%, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement.

En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec 25,70% des dépenses totales.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur poids sont en hausse, respectivement, de 2,57 et 2,16 points de pourcentage.

2.2.3.2. Défense

Pour 2020, le poids des dépenses liées à la défense est passé de 11,20% dans la loi de finances initiale, à 11,93% dans les prévisions ajustées.

Leur taux d'exécution, au 31 décembre, s'élève à 99,43%, tandis que leur poids dans les dépenses totales représente 15,23%.

Cette situation d'exécution révèle un taux (-7,20 points de pourcentage) moins élevé et une part comparable, à ceux observés à la même période en 2019.

2.2.3.3. Ordre et sécurité publics

La part des crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié au titre de l'ordre et de la sécurité publics s'élève à 5,87%, contre 6,16% dans la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de 80,73% à la fin du quatrième trimestre, ils représentent 6,08% des dépenses totales et financent principalement les services de police (36,89% des crédits liquidés), les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs (30,64%) et les dépenses des tribunaux (15,05%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution est en baisse de 5,26 points de pourcentage, tandis que leur poids demeure relativement stable.

2.2.3.4. Affaires économiques

Le poids des affaires économiques (22,79%) a diminué de 2,88 points de pourcentage par rapport à la loi de finances initiale.

Les crédits de paiement y afférents, ont été exécutés à hauteur 56,79%, afin de financer, principalement, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (48,61% des liquidations), le transport (18,15% des liquidations) et les affaires économiques non classées ailleurs (11,19%).

Cette situation révèle, globalement, une diminution du taux d'exécution et de la part des affaires économiques, respectivement de 20,09 et 5,61 points de pourcentage par rapport à la même période de l'exercice antérieur.

2.2.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Le poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte a légèrement diminué dans le budget d'Etat ajusté, pour s'établir à 5,06%.

En termes de liquidation au 31 décembre, leurs poids demeurent les plus faibles (respectivement 0,73%, 1,61% et 0,81% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 36,05%, 45,78% et 85,88%.

Comparés à la même période en 2019, une diminution des taux d'exécution et des parts est observée de manière générale.

2.2.3.6. Santé

Le poids de la fonction "santé" est passé de 5,20% dans la loi de finances initiale à 6,72% dans le budget d'Etat ajusté.

A la fin du quatrième trimestre, elle a représenté 5,74% du total des crédits liquidés. Elle enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de 66,50%, sur lesquelles 36,62% aux dépenses de santé non classées ailleurs, 36,45% sont destinés aux services de santé publique et 22,71% aux services hospitaliers.

Ce niveau d'exécution est inférieur de 17,53 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période en termes de taux d'exécution, tandis qu'il demeure stable en termes de poids.

2.2.3.7. Enseignement

Le poids de la fonction "enseignement" est passé de 15,28% dans la loi de finances initiale, à 15,42% dans le budget ajusté de 2020.

Au 31 décembre, les crédits alloués à cette fonction ont été exécutés à hauteur de 90,96%. Elle représente le deuxième poste de dépenses, après les services généraux des administrations publiques, avec 18,02% des crédits liquidés. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (49,61%), l'enseignement secondaire (27,83%) et l'enseignement supérieur (13,10%).

Comparés à la même période en 2019, le taux d'exécution a diminué de 5,98 points de pourcentage tandis que le poids des dépenses de cette fonction demeure stable.

2.2.3.8. Protection sociale

Le poids de la protection sociale a quasiment doublé dans le budget ajusté de 2020 par rapport à la loi de finances initiale pour s'établir à 8,80%.

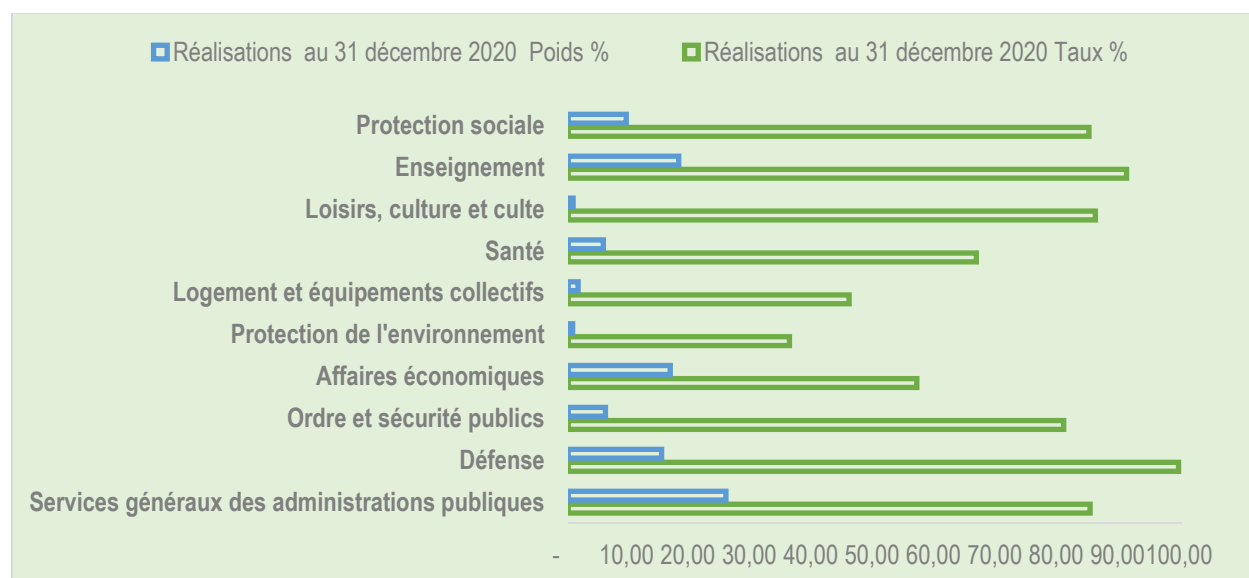
Avec un taux d'exécution de 84,84% des prévisions à la fin du quatrième trimestre, les crédits de paiement exécutés au titre de cette fonction ne représentent que 9,46% du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge des dépenses de protection sociale non classées ailleurs (76,98%) et de la vieillesse (20,36%).

Par rapport à la même période en 2019, cette situation révèle une amélioration du taux d'exécution des dépenses de la fonction (+6,07 points de pourcentage) et une relative augmentation de leur poids dans les dépenses totales (+4,66 point de pourcentage).

2.2.3.9. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 6**, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, mars 2021.

Il en ressort que la division "services généraux des administrations publiques" est la plus importante, avec un poids de 25,70%. Les deux autres postes de dépenses sont l'enseignement (18,02%), la défense (15,23%) et les Affaires économiques (16,62%).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE

Les ressources et les charges de trésorerie résultent d'opérations liées à la gestion de la dette. Elles concourent à la réalisation de l'équilibre du budget d'Etat.

Le **tableau 17**, ci-dessous, présente la situation d'exécution de ces ressources et charges.

Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.

Rubrique	Montants en milliards de FCFA				
	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %
Besoins de financement	819,548	1 100,527	960,721	87,30	100,00
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	381,016	365,386	351,337	96,16	36,57
<i>dont principal dette intérieure</i>	251,540	251,540	251,540	100,00	71,60
<i>dont principal dette extérieure</i>	129,476	113,846	99,797	87,66	28,40
Déficit budgétaire à financer	422,740	719,349	606,946	84,37	63,18
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	2,438	15,44	0,25
Ressources de financement	819,548	1 100,527	1 213,882	110,30	100,00
Tirages sur des emprunts projets	194,400	112,200	95,200	84,85	7,84
Emission de dette à court, moyen et long termes	556,319	691,249	906,170	131,09	74,65
Tirages sur des emprunts programmes	28,692	253,941	197,040	77,59	16,23
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	1,320	6,17	0,11
Remboursement des prêts et avances	5,960	5,960	7,028	117,92	0,58
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	7,124	45,11	0,59

Source : Services d'assiettes et de recouvrement, mars 2021.

A la lecture du **tableau 17**, il apparaît que, à la fin du quatrième trimestre, les ressources de financement, mobilisées à 110,30%, couvrent les besoins de financement, exécutés à 87,30%.

3.1.RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des produits des dettes à court, moyen et long terme et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans le projet de collectif budgétaire, leurs prévisions ont enregistré une augmentation de 55,48% par rapport aux prévisions initiales, passant de 263,229 milliards de FCFA à 409,278 milliards de FCFA⁸.

Le **tableau 18** présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 31 décembre 2020 par rapport aux objectifs annuels.

⁸Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %	Part %
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	1,320	6,17	0,43
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,385	0,385	0,473	122,95	35,87
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	18,000	18,000	0,846	4,70	64,13
<i>Recettes de privatisation</i>	-	3,000	-	0,00	-
Produits des emprunts (projets BSI & ABG)	223,092	366,141	292,240	76,14	94,97
<i>Produits des emprunts projets</i>	194,400	112,200	95,200	84,85	32,58
<i>Produits des emprunts programmes</i>	28,692	253,941	197,040	72,54	67,42
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	7,124	45,11	2,32
Remboursement de prêts et avances	5,960	5,960	7,028	117,92	2,28
Total, hors titres	263,229	409,178	307,712	72,07	25,35
Emission de titres de marché	556,319	691,249	906,170	131,09	74,65
Total des ressources de financement	819,548	1 100,427	1 213,882	110,31	100,00

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, mars 2021.

Il ressort de la lecture du **tableau 18** que, à la fin du quatrième trimestre, un montant de 307,712 milliards de FCFA a été mobilisé au titre des ressources de trésorerie⁹, soit un taux de réalisation de 72,07%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en baisse de 49,64 points de pourcentage en terme d'écart.

Lorsque les émissions de bons et obligations du Trésor sont prises en compte, le niveau de réalisation des ressources de financement, au 31 décembre, atteint 1 213,882 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 110,31%. Ces émissions représentent 74,65% des ressources mobilisées.

3.1.1. Produits des cessions d'actifs

Les prévisions de produits de cessions d'actifs ont augmenté de 16,32% en 2020 pour s'établir à 21,385 milliards de FCFA dans le budget rectifié.

A la fin du quatrième trimestre, ces produits ont été mobilisés à hauteur de 1,320 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 6,17%.

3.1.1.1. Aliénations de meubles, d'immeubles et TF.

La prévision annuelle des produits d'aliénations de meubles et d'immeubles se chiffre à 18,385 milliards de FCFA, dont 8 milliards de FCFA attendus de l'ACI pour la cession de bâtiments administratifs.

⁹Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

Le **tableau 19** retrace la situation d'exécution comparative de ces produits pour les quatrièmes trimestres 2019 et 2020.

Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.

Nature	Montants en milliards de FCFA			
	Réalisations au 31 décembre 2019	Prévisions au 31 décembre 2020	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %
Aliénations d'immeubles et TF	7,539	18,000	0,846	4,70
Aliénations de meubles	0,465	0,385	0,473	122,95
Total	8,004	18,385	1,320	7,18

Source : DND, mars 2021.

Il ressort du **tableau 19** que le taux de réalisation des produits de cessions d'actifs par la DND est de 7,18%, dont 64% représentent des aliénations d'immeubles et de titres fonciers.

3.1.1.2. Recettes de privatisation.

Dans le budget d'Etat rectifié, 3,000 milliards de FCFA ont été inscrits au titre des recettes de privation. Sur ce montant, aucune réalisation n'a été enregistrée à la fin du quatrième trimestre.

3.1.2. Produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les produits des emprunts à court, moyen et long terme représentent 94,97% des ressources de financement mobilisées. Elles sont constituées des produits : (i) des emprunts projets inscrits au BSI (32,58%) et (ii) des emprunts programmes ou prêts d'ABG (67,42%).

3.1.2.1. Produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.*Montants en milliards de FCFA*

Structures	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	0,468	90,35	0,49
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	33,337	366,54	35,02
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	4,039	86,60	4,24
Ministère de l'agriculture	45,711	20,728	45,35	21,77
Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	4,200	22,45	4,41
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	27,579	112,73	28,97
Ministère de l'économie et des finances	1,039	3,240	311,84	3,40
Ministère de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille	0,200	0,000	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	0,000	0,00	0,00
Total	112,200	95,200	84,85	100,00

Source : DNP, mars 2021.

Il apparaît dans le **tableau 20** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés :

- en termes de parts dans le total des décaissements, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures(35,02%), (ii) de l'énergie et de l'eau (28,97%), et (iii) de l'agriculture(21,77%).
- en termes de taux d'exécution, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures(366,54%), (ii) de l'économie et des finances (311,84%), (iii) de l'énergie et de l'eau(112,73%).

Le taux global de décaissement (84,85%) est inférieur de 28,06 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Durant l'exercice 2021, il est prévu de mobiliser 188,600 milliards de FCFA des prêts projets

3.1.2.2. Produits des emprunts programmes.

Pour 2020, il est prévu de contracter 253,941 milliards de FCFA de prêt d'ABG, soit 225,249 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 197,040 milliards de FCFA ont été décaissés à la fin du quatrième trimestre, soit un taux de 77,62%.

3.1.2.3. Produits des émissions de bons et obligations du Trésor.

Les émissions de titres de marché ont été évaluées à 691,249 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié, contre 556,319 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, des titres d'une valeur de 906,170 milliards de FCFA ont été émis, dont 63,86% d'obligations et 36,14% de bons. Le taux de couverture global s'élève à 205,39%.

3.1.3. Dépôts sur les comptes des correspondants

Sur une prévision de 15,792 milliards de FCFA, les dépôts sur les comptes des correspondants se sont chiffrés à 7,124 milliard de FCFA à la fin du quatrième trimestre, soit un taux de réalisation de 45,11%.

3.1.4. Remboursements de prêts et avances

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés assigné à la Direction Générale de Dette Publique (DGDP) pour l'année 2020 s'élève à 5,960 milliards de FCFA.

La situation d'exécution à la date du 31 décembre, fait ressortir un montant de 7,028 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 117,92%.

Le **tableau 21** présente la situation détaillée des remboursements de prêts rétrocédés par organisme.

Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

		Montants en millions de FCFA							Cumul	Taux %
		BNDA	EDM-SA	SOGEM	BDM-SA	SOTELMA-SA	BMS-SA	N-SUKALA		
Janvier	Prévisions	-	-	207,000	-	-	-	-	207,000	53,14
	Réalisations	-	110,000	-	-	-	-	-	110,000	
Février	Prévisions	-	134,000	1 069,000	-	-	-	-	1 203,000	107,07
	Réalisations	-	-	1 288,000	-	-	-	-	1 288,000	
Mars	Prévisions	8,000	153,000	-	-	-	-	-	161,000	183,23
	Réalisations	8,000	287,000	-	-	-	-	-	295,000	
Avril	Prévisions	-	-	889,000	71,000	6,000	143,000	-	1 109,000	19,66
	Réalisations	-	-	-	71,000	-	147,000	-	218,000	
Mai	Prévisions	402,000	-	-	-	-	-	-	402,000	100,00
	Réalisations	402,000	-	-	-	-	-	-	402,000	
Juin	Prévisions	12,000	-	-	-	-	-	-	12,000	100,00
	Réalisations	12,000	-	-	-	-	-	-	12,000	
Juillet	Prévisions	-	-	207,000	-	-	-	-	207,000	389,86
	Réalisations	-	-	807,000	-	-	-	-	807,000	
Août	Prévisions	-	159,000	1 052,000	-	-	-	-	1 211,000	13,63
	Réalisations	-	159,000	-	-	6,000	-	-	1 493,000	
Septembre	Prévisions	8,000	159,000	-	-	-	-	-	167,000	95,21
	Réalisations	-	159,000	-	-	-	-	600,000	159,000	
Octobre	Prévisions	-	-	659,000	69,000	-	141,000	-	869,000	176,99
	Réalisations	8,000	-	1 328,000	69,000	-	133,000	-	1 538,000	
Novembre	Prévisions	401,000	-	-	-	-	-	-	401,000	279,80
	Réalisations	400,000	-	722,000	-	-	-	300,000	400,000	
Décembre	Prévisions	11,000	-	-	-	-	-	-	11,000	109,09
	Réalisations	12,000	-	-	-	-	-	-	12,000	
Total	Prévisions	842,000	605,000	4 083,000	140,000	6,000	284,000	-	5 960,000	117,92
	Réalisation	842,000	715,000	4 145,000	140,000	6,000	280,000	900,000	7 028,000	
	Taux %	100,00	118,18	101,52	100,00	100,00	98,59			

Source : DGDP, décembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 21** que la DGDG a été performante dans le recouvrement des échéances de prêts rétrocédés.

3.2.CHARGES DE TRESORERIE

Les charges de trésorerie comprennent : (i) le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme, (ii) les retraits sur les comptes des correspondants, (iii) les prêts et avances.

Dans le budget rectifié de 2020, ces charges sont évaluées à 381,178 milliards de FCFA, contre 396,808 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 décembre 2020 est présentée dans le **tableau 22**.

Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.

	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalizations au 31 décembre 2020	Taux %	Part %
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	381,016	365,386	351,337	96,16%	99,31%
<i>Principal dette intérieure</i>	<i>251,540</i>	<i>251,540</i>	<i>251,54</i>	<i>100,00%</i>	<i>71,60%</i>
<i>Principal dette extérieure</i>	<i>129,476</i>	<i>113,846</i>	<i>99,797</i>	<i>87,66%</i>	<i>28,40%</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	2,438	15,44%	0,69%
Prêts et avances	-	-	-	0,00%	0,00%
Total hors solde global	396,808	381,178	353,775	92,81%	36,82%
Solde à financer	422,740	719,349	606,946	84,37%	63,18%
Total besoins de financement	819,548	1 100,527	960,721	87,30%	100,00

Source : DNTCP, mars 2021.

Il ressort de la lecture du **tableau 22** que, à la fin du quatrième trimestre, un montant de 353,775 milliards de FCFA a été exécuté au titre des charges de trésorerie¹², soit un taux de réalisation de 92,81%.

Lorsque le solde budgétaire de la période est pris en compte, le niveau d'exécution des besoins de financement, au 31 décembre, atteint 960,721 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de 87,30%. Ce solde représente 63,18% des besoins de financement couverts.

3.2.1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les prévisions de remboursement des produits des emprunts ont diminué de 4,10% en 2020 pour s'établir à 365,386 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020.

A la fin du quatrième trimestre, 351,337 milliards de FCFA ont été remboursés, soit un taux d'exécution de 96,16%. Plus de la moitié du montant remboursé (71,60%) constitue l'amortissement du principal de la dette intérieure.

Ce poste représente 99,31% des charges de trésorerie exécutées.

3.2.2. Retraits sur les comptes des correspondants

Un montant de 15,792 milliards de FCFA est inscrit au budget d'Etat de 2020 au titre des retraits sur les comptes des correspondants.

A la fin du quatrième trimestre, ces retraits se sont chiffrés à 2,438 milliards de FCFA, soit 15,44% des prévisions annuelles. Ils sont composés, essentiellement, des dépenses effectuées par l'Agence malienne de métrologie, l'Office malien de l'habitat, l'Agence pour la promotion touristique au Mali, le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako, l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, l'Université des sciences, techniques et technologies de Bamako, l'Institut national de formation des travailleurs sociaux, l'Institut Zayed des sciences économiques et juridiques de Bamako et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution des prévisions budgétaires de 2020, au quatrième trimestre, s'est effectuée dans un contexte difficile, marquée principalement par une récession de l'activité économique à l'échelle mondiale, à la suite de la rapide propagation de la Covid-19.

Cette évolution du contexte justifie la modification des prévisions de la loi de finances initiale et le creusement du déficit budgétaire.

La situation d'exécution provisoire, fait ressortir un solde global déficitaire de 606,946 milliards de FCFA. Les recettes ont été réalisées à 83,60% et les dépenses, exécutées à 83,80%. Ces indicateurs affichent, comparativement à la même période de l'exercice antérieur, un recul des niveaux de réalisation des recettes (-4,96 points de pourcentage) et des dépenses (-3,03 points de pourcentage).

En ce qui concerne les recettes budgétaires, celles du budget général représentent 99,12%¹⁰ des sommes encaissées, celles des budgets annexes, 0,38% et celles des comptes spéciaux du trésor 0,50%¹¹. L'effort des services d'assiettes et de recouvrement représente 91,22% des recettes totales. En termes de taux de réalisation, une hausse de performance générale apparaît par rapport à 2019.

S'agissant des dépenses, classées par nature économique, les dépenses en capital représentent 27,43% des liquidations, suivies des dépenses de personnel (25,89%). Les liquidations ont été effectuées à 18,35% dans les régions et à 5,69%, pour le compte des établissements publics. L'analyse de la situation d'exécution par type de programme et dotation budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 43,41% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, tandis que les programmes de pilotage présentent le taux d'exécution le plus élevé (89,64% des prévisions). Suivant la classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI, les dépenses des services généraux des administrations publiques représentent 25,70% des crédits liquidés, l'enseignement 18,02%, les affaires économiques 16,62%, la défense 15,23%, l'ordre et la sécurité publics 6,08%. Cet ordre de priorité est presque le même qu'en 2019, bien que le poids des affaires économiques ait enregistré une diminution.

Au niveau de la trésorerie, les ressources ont été mobilisées à 75,20% et les charges, exécutées à 92,81%. De manière générale, il apparaît que les ressources de financement couvrent les besoins de financement pour la période sous revue.

¹⁰En valeur brute, y compris les crédits de TVA.

¹¹ Hors Fonds de remboursement des crédits TVA.

ANNEXE 1 :

**SITUATION DE REALISATION DES RECETTES
BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE
PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE
RECOUVREMENT.**

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions rectifiées	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 31 décembre 2020	Taux %	Part %
Direction Générale des Douanes	582,200	579,645	99,56	35,42					582,200	579,645	99,56	35,09
Direction Générale des Impôts	914,125	921,160	100,77	56,30					914,125	921,160	100,77	55,77
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	19,195	92,05	1,17	15,792	7,124	45,11	46,04	36,645	26,319	71,82	1,59
Direction Nationale des Domaines	114,791	116,300	101,31	7,11	18,385	1,320	7,18	8,53	133,176	117,620	88,32	7,12
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					3,000	0,000	0,00	0,00	3,000	0,000	0,00	0,00
Direction Générale de la Dette Publique					5,960	7,028	117,92	45,42	5,960	7,028	117,92	0,43
Total	1 631,969	1 636,300	100,27	100,00	43,137	15,472	35,87	100,00	1 675,106	1 651,772	98,61	100,00

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, mars 2021.

ANNEXE 1 :

**SITUATION DE REALISATION DES RECETTES
BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE
PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE
RECOUVREMENT.**

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES

BUDGETAIRES DE RIPOSTE A LA COVID-19.

AU 31 DECEMBRE 2020

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

**SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LA RIPOSTE A LA COVID-19
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2020**

(Montants en FCFA)

Implications financières de la Covid-19 sur les dépenses budgétaires	Prévision	Notifié	Engagé	Liquidé	Disponible	Taux
Dépenses de santé	40,000	32,767	30,652	30,378	2,389	75,94
Mesures d'appui à l'économie, aux entreprises et aux ménages	174,000	174,000	171,914	171,914	2,086	98,80
Mesures d'appui aux ménages	122,000	122,000	119,914	119,914	2,086	98,29
Fonds spécial pour les familles les plus vulnérables	100,000	100,000	100,000	100,000	-	100,00
Distribution gratuite de céréales et d'aliments bétails aux populations vulnérables	15,000	15,000	12,914	12,914	2,086	86,10
Gratuité des tranches sociales sur les factures d'eau et d'électricité pour 2 mois	7,000	7,000	7,000	7,000	-	100,00
Mesures d'appui à l'économie	52,000	52,000	52,000	52,000	-	100,00
Dotations du FGSP en vue de garantir les besoins de financement des PME/PMI, des SFD, des industries et certaines grandes entreprises affectées	20,000	20,000	20,000	20,000	-	100,00
Appui au secteur de l'électricité (EDM)	17,000	17,000	17,000	17,000	-	100,00
Appui au secteur de l'eau (SOMAGEP)	15,000	15,000	15,000	15,000	-	100,00
Total des dépenses budgétaires	214,000	206,767	202,567	202,292	4,475	94,53

Source : DGB, janvier 2019.

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR TYPE DE PROGRAMME ET PAR NATURE

ECONOMIQUE AU 31 DECEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

Ministère de l'Economie et des Finances				République du Mali			
-----				-----			
Direction Générale du Budget				Un peuple - un But - une Foi			
BUDGET D'ETAT : DEPENSES				2020			
Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 31/12/2020							
05/03/2021 09:03:17				(en milliers de francs CFA)			
Type programme		Autorisations		-----Crédits de paiement-----			
Titre		d'engagement		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0	Dotation						
2	Personnel	0	69 987 968	57 675 370	57 674 701	57 493 726	
3	Biens et services	0	263 033 456	243 096 128	239 285 029	239 033 653	
4	Transferts et subventions	0	165 993 501	163 043 589	161 843 607	161 707 161	
5	Investissement	94 215 698	56 040 109	26 888 740	24 478 185	18 366 350	
TOTAL		94 215 698	555 055 034	490 703 828	483 281 522	476 600 890	
1	Programme de pilotage						
2	Personnel	0	182 107 334	170 468 826	167 103 922	166 129 277	
3	Biens et services	0	148 635 866	146 942 266	141 321 588	136 287 483	
4	Transferts et subventions	0	190 841 522	190 275 529	189 594 306	181 299 397	
5	Investissement	252 794 466	297 023 768	213 296 328	200 930 914	163 722 646	
TOTAL		252 794 466	818 608 490	720 982 948	698 950 730	647 438 803	
2	Programme opérationnel						
2	Personnel	0	409 971 008	402 336 783	397 518 024	396 399 403	
3	Biens et services	0	117 228 011	115 198 848	108 277 252	106 054 606	
4	Transferts et subventions	0	179 207 629	179 140 804	167 140 960	164 993 051	
5	Investissement	539 205 235	573 414 677	341 055 049	314 306 844	301 024 871	
TOTAL		539 205 235	1 279 821 325	1 037 731 484	987 243 080	968 471 931	
3	Programme des comptes speciaux du tresor						
2	Personnel	0	290 000	256 000	22 525	22 525	
3	Biens et services	0	89 212 000	126 702 864	126 634 135	126 547 956	
4	Transferts et subventions	0	690 000	540 000	527 679	526 995	
5	Investissement	72 944 117	74 194 117	6 752 440	6 672 819	6 625 386	
TOTAL		72 944 117	164 386 117	134 251 304	133 857 157	133 722 862	
4	Programme des budgets annexes						
2	Personnel	0	2 218 500	2 218 500	1 833 368	1 620 434	
3	Biens et services	0	3 344 035	2 615 447	1 240 900	1 179 801	
4	Transferts et subventions	0	848 526	848 526	718 272	718 272	
5	Investissement	2 647 889	2 693 889	2 693 889	1 487 226	1 197 236	
TOTAL		2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742	
TOTAL DU BUDGET GENERAL		961 807 405	2 826 975 916	2 392 045 926	2 308 612 257	2 230 950 229	

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION

AU 31 DECEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020**

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	13 681 417	13 073 867	13 073 866	12 892 941
TOTAL	1 507 529	13 681 417	13 073 867	13 073 866	12 892 941
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	650 000	6 774 035	6 774 027	6 756 177	6 750 550
1.002 Administration générale	0	9 835 895	9 835 886	9 801 991	9 800 001
2.001 Sécurité et défense	5 127	2 197 798	2 197 304	2 197 239	2 197 239
TOTAL	919 439	18 807 728	18 807 217	18 755 407	18 747 791
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	0	6 130 634	6 130 618	6 006 065	5 996 625
1.004 Administration générale et contrôle	846 875	6 251 194	6 136 663	5 552 784	5 529 284
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	526 600	513 979	455 149	401 551
TOTAL	1 715 393	12 908 428	12 781 260	12 013 998	11 927 460
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	551 319	543 567	525 470	525 376
TOTAL	63 603	551 319	543 567	525 470	525 376
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 135 600	1 118 521	1 102 809	1 062 181
TOTAL	77 541	1 135 600	1 118 521	1 102 809	1 062 181
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	19 500	2 651 590	2 562 548	2 562 059	2 527 963
TOTAL	19 500	2 651 590	2 562 548	2 562 059	2 527 963
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	797 017	797 016	741 379	741 348
TOTAL	0	797 017	797 016	741 379	741 348
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	155 763	987 097	910 904	788 912	750 525
TOTAL	155 763	987 097	910 904	788 912	750 525
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	77 899	1 848 577	1 848 571	1 819 891	1 809 961
TOTAL	528 779	1 848 577	1 848 571	1 819 891	1 809 961

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement			
	Dotations		Notifications		EngagementsLiquidations	
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	10 852 300	50 840 453	50 499 371	47 499 546	46 902 312	
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	413 555	413 535	405 314	401 647	
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	118 358	118 354	115 437	114 324	
TOTAL	18 259 118	51 372 366	51 031 259	48 020 297	47 418 283	
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.007 Administration Générale	50 000	986 408	980 425	969 312	967 594	
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	370 000	811 857	562 800	538 446	531 123	
TOTAL	420 000	1 798 265	1 543 224	1 507 758	1 498 717	
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.045 Administration Générale	40 000	267 266	257 011	253 374	241 404	
2.010 Intégration Africaine	0	305 933	287 730	272 648	270 968	
TOTAL	40 000	573 199	544 741	526 022	512 373	
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL						
2.012 Bureau du Vérificateur Général	170 000	3 490 397	3 484 391	3 484 390	3 484 390	
TOTAL	122 500	3 490 397	3 484 391	3 484 390	3 484 390	
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	947 193	945 051	934 478	935 852	
TOTAL	28 500	947 193	945 051	934 478	935 852	
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 000	118 338	116 907	92 715	90 007	
TOTAL	15 000	118 338	116 907	92 715	90 007	
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS						
1.008 Administration Générale	56 647 743	345 658 328	344 939 721	338 020 370	300 952 566	
2.015 Gestion des Opérations Militaires	25 072 332	40 796 344	39 818 549	39 767 546	38 903 015	
2.016 Inspection des Armées	21 000	306 142	303 041	303 034	303 034	
2.017 Formation	45 350	738 236	667 485	663 595	663 594	
2.018 Gestion des Transmissions	80 402	348 381	316 685	313 595	313 545	
TOTAL	166 779 678	387 847 431	386 045 481	379 068 140	341 135 753	
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 159 540	5 701 029	4 521 966	4 284 644	3 574 838	
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	4 544 481	16 271 185	14 640 949	14 084 499	14 126 329	
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	330 476	9 085 508	8 269 178	8 247 156	8 227 421	
TOTAL	8 631 183	31 057 722	27 432 093	26 616 299	25 928 589	
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE						
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	1 778 140	1 776 125	1 776 125	1 776 125	
TOTAL	181 000	1 778 140	1 776 125	1 776 125	1 776 125	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020**

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
226	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	596 750	593 182	593 182	593 182
TOTAL		47 500	596 750	593 182	593 182	593 182
230	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010	Administration Générale	6 332 592	24 188 897	22 377 057	21 863 982	20 492 133
2.021	Ordre et Sécurité	8 327 296	62 831 178	60 138 532	59 844 527	55 766 828
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 770 877	19 614 503	15 881 930	15 872 310	15 321 154
TOTAL		27 155 303	106 634 578	98 397 519	97 580 818	91 580 115
235	SECURITE D'ETAT					
0.002	Securite d'Etat	0	12 324 612	9 805 479	9 773 150	9 773 150
TOTAL		0	12 324 612	9 805 479	9 773 150	9 773 150
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011	Administration Générale	21 461 500	48 058 004	19 479 398	17 711 719	15 294 788
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 678 054	12 448 348	11 821 780	10 324 873	8 831 330
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	3 479 115	18 331 854	16 241 420	15 873 754	15 712 634
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	795 725	7 308 872	7 154 822	6 635 794	6 195 368
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	687 842	7 329 792	7 264 638	6 792 038	5 973 159
2.027	Gestion de la Dette Publique	435 000	887 150	886 999	858 334	799 223
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 656 899	3 834 551	3 190 344	2 690 344	2 677 990
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	4 120 000	4 633 298	3 846 105	3 564 136	2 754 184
TOTAL		50 968 922	102 831 869	69 885 505	64 450 992	58 238 677
311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 079 578	989 069	857 071	853 887
TOTAL		100 000	1 079 578	989 069	857 071	853 887
312	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068	Régulation de la commande publique	0	297 522	297 521	297 521	288 421
TOTAL		0	297 522	297 521	297 521	288 421
320	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012	Administration Générale	1 061 334	2 211 833	1 643 374	1 507 004	1 504 127
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	791 049	770 845	656 350	656 230
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	26 307	944 385	943 349	940 849	934 878
TOTAL		1 188 003	3 947 267	3 357 569	3 104 203	3 095 235

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020**

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
323	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013	Administration Générale	1 021 881	2 839 710	2 794 494	2 647 537	2 567 138
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	436 199	14 472 656	6 080 527	6 076 820	6 061 560
2.034	Formation Professionnelle	957 575	8 582 280	6 849 415	6 508 280	6 348 442
TOTAL		2 410 101	25 894 646	15 724 437	15 232 638	14 977 140
328	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS					
1.044	Administration Générale et Contrôle	7 000	460 678	453 221	434 066	399 894
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	519 926	386 274	384 452	359 683
TOTAL		292 000	980 604	839 495	818 519	759 577
330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014	Administration Générale et Contrôle	75 000	3 770 648	3 756 832	3 737 675	3 570 754
2.036	Administration du Territoire	23 776 631	45 332 017	45 269 285	36 623 175	34 963 529
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	479 608	340 179	340 053	330 200
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 691 284	30 727 101	23 485 640	23 109 322	23 016 597
2.064	Développement Régional et Local	191 000	1 670 531	1 646 747	1 570 696	1 565 560
TOTAL		43 845 168	81 979 905	74 498 683	65 380 921	63 446 640
334	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	252 505	875 692	806 879	806 715	805 716
TOTAL		252 505	875 692	806 879	806 715	805 716
340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015	Administration Générale	48 108	1 319 283	1 316 763	1 289 419	1 286 832
2.039	Religion et Culte	47 500	206 568	206 560	205 380	203 106
TOTAL		89 714	1 525 851	1 523 323	1 494 799	1 489 938
341	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016	Administration Générale	0	893 268	882 262	837 178	822 949
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 861 735	1 861 735	1 858 714	1 856 359
TOTAL		0	2 755 003	2 743 997	2 695 892	2 679 309
380	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
1.032	Administration Générale	178 000	1 717 755	1 591 839	1 576 969	1 531 572
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 846 024	5 735 012	3 836 509	3 012 909	3 003 421
2.084	Développement du secteur industriel	938 301	2 477 703	2 307 065	2 256 789	2 134 977
TOTAL		2 984 957	9 930 470	7 735 413	6 846 667	6 669 970

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
1.017 Administration Générale	1 173 575	25 017 540	19 651 425	18 181 651	18 128 026
2.041 Développement de l'Education de Base	3 801 966	233 154 766	230 747 145	228 037 553	228 076 889
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 960 806	31 006 972	30 615 910	30 137 251	29 867 890
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	24 245 668	63 544 966	63 045 682	61 003 763	59 065 523
TOTAL	41 229 647	352 724 244	344 060 162	337 360 218	335 138 328
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
1.018 Administration Générale	30 000	6 121 494	4 278 467	3 883 123	3 866 798
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	2 835 752	64 582 897	60 946 849	53 585 315	52 838 009
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	190 000	723 387	673 117	661 329	658 589
TOTAL	4 083 218	71 427 778	65 898 434	58 129 767	57 363 397
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.019 Administration Générale	84 500	2 019 213	1 995 647	1 886 183	1 886 131
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	315 200	2 787 206	2 736 656	1 043 292	1 035 761
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 000	572 966	530 463	481 799	480 338
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 468 812	3 348 553	3 113 438	3 061 614	3 052 458
TOTAL	3 269 024	8 727 938	8 376 204	6 472 888	6 454 688
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
1.020 Administration Générale	9 987	4 448 216	4 085 501	3 856 450	3 598 751
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	43 287	2 155 136	1 833 352	1 791 736	1 697 320
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	912 583	3 444 867	3 212 018	3 099 747	3 103 312
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	940 103	940 098	940 030	940 029
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 000	5 758 681	5 688 748	5 687 322	5 686 596
TOTAL	2 326 261	16 747 003	15 759 716	15 375 285	15 026 009
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	5 042 829	38 612 671	18 707 806	14 491 938	14 061 739
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 453 081	45 014 483	44 841 745	40 462 597	40 264 655
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 412	7 515 750	7 515 095	7 390 212	6 764 878
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	20 089 088	41 757 243	40 307 399	35 480 955	34 964 349
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	76 000	2 233 307	2 222 517	2 091 530	2 143 504
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	308 773	12 054 058	12 024 447	11 719 192	11 683 325
TOTAL	46 512 959	147 187 512	125 619 009	111 636 425	109 882 451

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 112 874	2 112 868	2 079 854	2 079 462
TOTAL		0	2 112 874	2 112 868	2 079 854	2 079 462
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	49 282	1 779 009	1 770 213	1 678 154	1 639 565
2.059	Promotion de la Femme	1 323 714	2 394 509	1 657 923	1 637 019	1 634 633
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	528 358	1 204 691	1 084 568	1 077 353	1 019 641
TOTAL		1 895 570	5 378 209	4 512 704	4 392 526	4 293 839
660	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
1.023	Administration Générale	84 368	2 874 138	2 656 566	1 940 105	1 690 698
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	4 328 313	1 324 215	1 300 379	1 303 595
TOTAL		618 618	7 202 451	3 980 781	3 240 484	2 994 294
700	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
1.024	Administration Générale	670 500	2 089 974	1 753 583	1 622 000	1 619 872
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	226 049 046	97 556 725	70 058 036	67 110 472	66 980 478
TOTAL		226 726 207	99 646 699	71 811 620	68 732 472	68 600 350
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025	Administration Générale	270 000	1 590 598	1 460 861	1 205 429	1 183 439
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	4 382 587	4 098 195	3 917 205	3 757 266	3 546 647
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	3 866 096	1 814 136	1 808 458	1 807 208
2.071	Protection et Conservation de la Nature	2 240 632	12 623 967	4 657 829	4 387 699	4 354 445
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	810 000	1 105 354	531 652	529 239	522 034
TOTAL		10 590 316	23 284 210	12 381 684	11 688 091	11 413 772
720	MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026	Administration Générale	250 000	31 280 189	31 039 300	30 960 171	30 922 172
2.073	Développement des Ressources Energétiques	26 822 023	59 958 915	30 637 217	28 524 398	28 512 362
2.074	Développement des Ressources en Eau	4 398 580	66 989 649	22 258 471	20 588 287	19 515 094
TOTAL		63 936 547	158 228 753	83 934 988	80 072 856	78 949 627
726	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
1.027	Administration Générale	88 000	1 486 894	1 454 275	1 361 254	1 361 252
2.075	Développement des ressources minérales	2 402 700	4 073 762	2 358 041	1 638 131	1 640 557
TOTAL		2 490 700	5 560 656	3 812 317	2 999 385	3 001 809
730	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE					
1.028	Administration Générale	7 500	886 478	882 934	779 417	765 060
2.076	Medias et Communication Publics	2 683 500	7 114 191	6 582 757	6 367 338	6 348 569
TOTAL		3 116 624	8 000 669	7 465 691	7 146 756	7 113 629

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
1.046 Administration Générale	40 000	248 872	239 842	234 592	223 217
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	230 000	2 515 665	2 508 934	2 486 875	2 482 604
TOTAL	270 000	2 764 537	2 748 776	2 721 466	2 705 820
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096 Régulation de la Communication	250 000	1 404 218	1 305 578	1 298 123	1 297 412
TOTAL	250 000	1 404 218	1 305 578	1 298 123	1 297 412
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT					
1.029 Administration Générale	2 527 300	4 795 390	3 763 106	3 646 539	3 555 662
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	1 026 000	3 994 370	3 900 348	3 602 070	3 541 566
TOTAL	3 745 831	8 789 760	7 663 454	7 248 608	7 097 228
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
1.030 Administration Générale	40 000	375 911	371 696	371 626	365 834
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 642 939	7 840 329	7 493 365	7 326 501	7 321 956
TOTAL	6 590 407	8 216 240	7 865 061	7 698 127	7 687 790
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
1.031 Administration Générale et Contrôle	80 000	3 086 388	2 769 161	2 650 286	2 624 299
2.080 Population	325 000	1 600 250	381 290	290 261	285 021
2.081 Aménagement du Territoire	420 000	575 077	462 157	393 812	391 424
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 765 071	3 672 636	2 990 553	2 911 634	2 870 596
TOTAL	3 554 830	8 934 351	6 603 162	6 245 992	6 171 339
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
1.042 Administration Générale	0	440 839	424 627	313 960	326 781
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 338 616	4 870 895	4 610 840	4 081 757	4 145 466
TOTAL	2 831 568	5 311 734	5 035 467	4 395 717	4 472 248
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
1.033 Administration Générale	0	663 575	638 863	569 456	549 107
2.085 Appui au développement du secteur privé	450 000	965 728	818 477	805 962	805 445
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	141 530	134 955	126 453	115 595
TOTAL	502 500	1 770 833	1 592 295	1 501 871	1 470 147
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.034 Administration Générale	6 243 742	145 630 311	133 447 813	133 376 396	125 733 590
2.087 Appui au Monde Rural	7 433 716	32 845 873	8 768 902	8 599 137	8 564 075
2.088 Aménagement et Equipement Rural	14 143 394	54 197 633	15 390 916	15 273 298	15 071 565
2.089 Recherche et Formation	743 500	11 470 844	4 361 065	4 355 895	3 773 409
TOTAL	29 526 923	244 144 661	161 968 696	161 604 726	153 142 639

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2020**

05/03/2021 09:23:42

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	750 000	26 584 595	4 595 464	4 571 623	4 542 803
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	4 463 075	6 375 394	3 777 719	3 731 551	3 693 899
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 387 749	3 373 755	2 202 442	2 170 834	1 846 951
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	797 929	3 004 474	2 813 222	2 794 843	2 756 809
TOTAL	7 361 489	39 338 218	13 388 847	13 268 851	12 840 462
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	1 600 011	10 195 779	7 977 377	7 349 397	7 340 400
TOTAL	1 600 011	10 195 779	7 977 377	7 349 397	7 340 400
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	50 000	670 877	624 869	620 564	608 646
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 622 146	2 267 382	2 141 382	2 029 612	2 027 481
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	15 736	392 087	391 819	387 663	386 967
TOTAL	1 679 281	3 330 346	3 158 070	3 037 839	3 023 093
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provisions pour imprévus	212 632 395	408 626 005	353 117 671	345 727 695	339 227 988
0.004 Dette	0	120 423 000	114 706 811	114 706 811	114 706 811
TOTAL	92 708 169	529 049 005	467 824 482	460 434 506	453 934 799
TOTAL DU BUDGET GENERAL	886 215 399	2 653 484 849	2 249 418 260	2 169 475 332	2 092 511 624

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 31/12/2020**

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports					
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)					
Personnel	0	560 000	560 000	509 573	377 592
Biens et services	0	1 659 022	1 021 000	494 766	441 246
Transferts et subventions	0	743 526	743 526	707 872	707 872
Investissement	1 609 241	1 655 241	1 655 241	1 130 666	920 990
Total	1 609 241	4 617 789	3 979 767	2 842 878	2 447 700
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)					
Personnel	0	427 000	427 000	394 465	361 918
Biens et services	0	664 566	574 000	326 746	320 800
Transferts et subventions	0	105 000	105 000	10 400	10 400
Investissement	682 810	682 810	682 810	323 486	243 171
Total	682 810	1 879 376	1 788 810	1 055 096	936 289
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)					
Personnel	0	284 000	284 000	266 233	266 233
Biens et services	0	229 700	229 700	107 995	111 773
Investissement	87 000	87 000	87 000	0	0
Total	87 000	600 700	600 700	374 228	378 006
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)					
Personnel	0	329 500	329 500	320 954	320 954
Biens et services	0	208 500	208 500	138 663	138 663
Investissement	46 838	46 838	46 838	8 421	8 421
Total	46 838	584 838	584 838	468 039	468 039
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)					
Personnel	0	265 000	265 000	248 029	248 029
Biens et services	0	236 150	236 150	143 026	143 026
Investissement	85 000	85 000	85 000	24 653	24 653
Total	85 000	586 150	586 150	415 708	415 708
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)					
Personnel	0	228 000	228 000	94 114	45 708
Biens et services	0	225 597	225 597	29 704	24 293
Investissement	105 000	105 000	105 000	0	0
Total	105 000	558 597	558 597	123 818	70 002
40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)					
Personnel	0	125 000	125 000	0	0
Biens et services	0	120 500	120 500	0	0
Investissement	32 000	32 000	32 000	0	0
Total	32 000	277 500	277 500	0	0
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742
TOTAL GENERAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 31/12/2020**

05/03/2021 09:27:18

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement		
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
3.001	Remboursement des Crédits TVA	0	87 900 000	125 900 000	125 865 529
3.009	Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	61 976 517	0	0
TOTAL		61 976 517	149 876 517	125 900 000	125 865 529
412	MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600
TOTAL		2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE				
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	450 000	450 000
TOTAL		0	600 000	450 000	450 000
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000	461 914
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000	1 758 478
TOTAL		1 735 000	2 300 000	2 300 000	2 089 047
726	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE				
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	100 000	100 000
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	230 000	136 000	0
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	397 864	253 798
TOTAL		138 000	1 265 000	633 864	353 798
750	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION				
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	35 840	35 840
TOTAL		2 981 400	2 981 400	35 840	35 840
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	3 750 000	3 749 998
TOTAL		3 750 000	5 000 000	3 750 000	3 749 998
TOTAL DU BUDGET GENERAL		72 944 117	164 386 117	134 251 304	133 857 157

133 722 862

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET

ECONOMIQUE AU 31 DECEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	1 777 475
Biens et services	0	7 344 612	7 344 610	7 344 609	7 344 609
Transferts et subventions	0	2 595 149	2 595 148	2 595 148	2 595 148
Investissement	1 507 529	1 293 656	1 175 709	1 175 709	1 175 709
Total	1 507 529	13 681 417	13 073 867	13 073 866	12 892 941
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 983 842	1 983 840	1 966 102	1 960 457
Biens et services	0	13 845 586	13 845 564	13 811 496	13 809 526
Transferts et subventions	0	2 058 797	2 058 796	2 058 796	2 058 796
Investissement	655 127	919 503	919 016	919 012	919 012
Total	919 439	18 807 728	18 807 217	18 755 407	18 747 791
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 203 097	2 203 096	2 200 778	2 138 361
Biens et services	0	6 272 622	6 272 598	5 659 609	5 655 791
Transferts et subventions	0	2 964 659	2 955 487	2 829 655	2 812 183
Investissement	946 875	1 468 050	1 350 079	1 323 956	1 321 124
Total	1 715 393	12 908 428	12 781 260	12 013 998	11 927 460
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	80 816	74 439	74 439	74 345
Biens et services	0	407 618	407 615	389 521	389 521
Investissement	14 363	62 885	61 513	61 511	61 511
Total	63 603	551 319	543 567	525 470	525 376
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	477 413	462 603	462 603	462 602
Biens et services	0	546 819	546 817	531 330	490 702
Transferts et subventions	0	38 338	38 337	38 119	38 119
Investissement	30 000	73 030	70 764	70 757	70 757
Total	77 541	1 135 600	1 118 521	1 102 809	1 062 181
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 419 336	1 331 786	1 331 786	1 297 690
Biens et services	0	1 115 472	1 115 462	1 114 972	1 114 972
Transferts et subventions	0	100 000	100 000	100 000	100 000
Investissement	19 500	16 782	15 301	15 300	15 300
Total	19 500	2 651 590	2 562 548	2 562 059	2 527 963
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	251 995	251 995	251 995	251 994
Biens et services	0	115 836	115 836	70 001	70 001
Transferts et subventions	0	429 186	429 185	419 383	419 353
Total	0	797 017	797 016	741 379	741 348

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	212 720
Biens et services	0	507 354	507 350	386 035	386 035
Transferts et subventions	0	24 653	24 652	24 506	24 506
Investissement	155 763	143 707	129 796	129 264	127 264
Total	155 763	987 097	910 904	788 912	750 525
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	757 101	757 101	751 842
Biens et services	0	501 171	501 165	472 536	467 864
Transferts et subventions	0	66 557	66 557	66 507	66 507
Investissement	77 899	523 748	523 748	523 747	523 747
Total	528 779	1 848 577	1 848 571	1 819 891	1 809 961
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	15 335 220	15 335 220	15 243 026
Biens et services	0	15 001 088	14 960 033	14 555 678	14 408 288
Transferts et subventions	0	4 805 455	4 805 451	4 750 928	4 468 206
Investissement	10 852 300	16 211 503	15 930 555	13 378 471	13 298 763
Total	18 259 118	51 372 366	51 031 259	48 020 297	47 418 283
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	416 825	410 423	386 423	378 757
Biens et services	0	839 766	838 281	826 820	825 445
Transferts et subventions	0	99 656	99 656	99 656	99 656
Investissement	420 000	442 018	194 864	194 860	194 860
Total	420 000	1 798 265	1 543 224	1 507 758	1 498 717
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	121 007	96 806	78 182	65 344
Biens et services	0	295 538	295 485	295 421	294 674
Transferts et subventions	0	124 240	124 240	124 216	124 152
Investissement	40 000	32 414	28 211	28 203	28 203
Total	40 000	573 199	544 741	526 022	512 373
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 611 288	2 611 288	2 611 288	2 611 288
Biens et services	0	715 109	715 103	715 102	715 102
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	50 000	50 000
Investissement	170 000	114 000	108 000	108 000	108 000
Total	122 500	3 490 397	3 484 391	3 484 390	3 484 390
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	430 318	430 317	419 744	421 118
Biens et services	0	100 394	100 393	100 393	100 393
Transferts et subventions	0	392 248	392 247	392 247	392 247
Investissement	28 500	24 233	22 094	22 094	22 094
Total	28 500	947 193	945 051	934 478	935 852

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	16 880	16 880	16 880	14 172
Biens et services	0	87 208	87 202	68 885	68 885
Investissement	15 000	14 250	12 825	6 949	6 949
Total	15 000	118 338	116 907	92 715	90 007
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	126 322 577	126 322 576	126 322 575	126 319 909
Biens et services	0	73 228 421	71 723 751	70 519 244	66 077 223
Transferts et subventions	0	824 669	760 232	751 548	513 596
Investissement	81 866 827	187 471 764	187 238 922	181 474 772	148 225 025
Total	166 779 678	387 847 431	386 045 481	379 068 140	341 135 753
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	14 949 777	13 787 222	13 424 867	12 927 852
Biens et services	0	7 327 647	7 327 521	7 041 016	6 985 945
Transferts et subventions	0	801 136	801 132	760 025	752 771
Investissement	6 034 497	7 979 162	5 516 220	5 390 391	5 262 021
Total	8 631 183	31 057 722	27 432 093	26 616 299	25 928 589
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 105 300	1 105 300	1 105 300	1 105 300
Biens et services	0	529 770	529 769	529 769	529 769
Investissement	200 000	143 070	141 056	141 056	141 056
Total	181 000	1 778 140	1 776 125	1 776 125	1 776 125
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	250 000	250 000	250 000
Biens et services	0	306 363	306 360	306 360	306 360
Investissement	47 500	40 387	36 822	36 822	36 822
Total	47 500	596 750	593 182	593 182	593 182
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	54 232 289	53 049 720	53 023 786	52 757 829
Biens et services	0	14 801 381	12 960 732	12 488 162	12 409 367
Transferts et subventions	0	1 507 759	1 420 328	1 411 832	1 411 832
Investissement	20 430 765	36 093 149	30 966 739	30 657 038	25 001 087
Total	27 155 303	106 634 578	98 397 519	97 580 818	91 580 115
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	9 824 612	9 805 479	9 773 150	9 773 150
Investissement	0	2 500 000	0	0	0
Total	0	12 324 612	9 805 479	9 773 150	9 773 150

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	21 993 327	21 905 628	21 399 735	20 916 697
Biens et services	0	12 192 779	12 061 067	10 289 555	9 285 313
Transferts et subventions	0	8 953 961	8 953 952	8 166 579	7 820 177
Investissement	40 314 135	59 691 802	26 964 858	24 595 123	20 216 490
Total	50 968 922	102 831 869	69 885 505	64 450 992	58 238 677
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	400 000	320 000	190 294	190 194
Biens et services	0	10 621	10 620	10 620	10 620
Transferts et subventions	0	587 921	587 920	587 832	584 749
Investissement	100 000	81 036	70 529	68 324	68 324
Total	100 000	1 079 578	989 069	857 071	853 887
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	18 701	18 701	18 701	9 600
Transferts et subventions	0	278 821	278 821	278 821	278 821
Total	0	297 522	297 521	297 521	288 421
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 437 887	1 437 885	1 437 249	1 431 627
Biens et services	0	1 361 112	1 357 814	1 155 577	1 155 577
Transferts et subventions	0	68 179	68 179	68 175	68 175
Investissement	1 273 841	1 080 089	493 690	443 201	439 855
Total	1 188 003	3 947 267	3 357 569	3 104 203	3 095 235
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 133 339	1 120 683	1 118 605	1 107 946
Biens et services	0	1 429 654	1 421 932	1 305 177	1 228 618
Transferts et subventions	0	11 733 258	11 733 250	11 551 044	11 542 503
Investissement	2 415 655	11 598 395	1 448 572	1 257 813	1 098 072
Total	2 410 101	25 894 646	15 724 437	15 232 638	14 977 140
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS					
Personnel	0	272 812	272 812	272 812	246 782
Biens et services	0	380 042	379 583	360 419	338 389
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	48 188	41 120
Investissement	292 000	277 750	137 100	137 100	133 286
Total	292 000	980 604	839 495	818 519	759 577
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	7 400 242	7 357 511	7 165 618	6 797 619
Biens et services	0	22 167 540	22 159 881	19 030 710	18 972 723
Transferts et subventions	0	11 754 151	11 748 373	11 453 259	11 417 283
Investissement	43 033 915	40 657 972	33 232 918	27 731 335	26 259 015
Total	43 845 168	81 979 905	74 498 683	65 380 921	63 446 640

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	208 621	157 566	157 566	156 567
Biens et services	0	376 200	376 197	376 104	376 104
Transferts et subventions	0	66 487	66 486	66 416	66 416
Investissement	252 505	224 384	206 630	206 629	206 629
Total	252 505	875 692	806 879	806 715	805 716
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	168 956	168 956	157 438	154 556
Biens et services	0	839 770	839 044	822 183	821 728
Transferts et subventions	0	438 824	438 822	438 789	437 267
Investissement	95 608	78 301	76 502	76 388	76 388
Total	89 714	1 525 851	1 523 323	1 494 799	1 489 938
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	112 159	101 774	102 770
Biens et services	0	653 972	648 159	613 476	598 251
Transferts et subventions	0	1 983 680	1 983 679	1 980 642	1 978 287
Total	0	2 755 003	2 743 997	2 695 892	2 679 309
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
Personnel	0	1 955 312	1 678 329	1 677 844	1 535 507
Biens et services	0	1 186 849	1 185 845	1 160 981	1 157 784
Transferts et subventions	0	1 555 374	1 555 366	1 523 069	1 517 402
Investissement	2 962 325	5 232 935	3 315 873	2 484 773	2 459 277
Total	2 984 957	9 930 470	7 735 413	6 846 667	6 669 970
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	254 361 105	247 543 239	244 409 914	244 192 144
Biens et services	0	45 215 635	45 201 773	43 478 460	43 307 800
Transferts et subventions	0	11 917 042	11 917 033	10 276 310	10 264 045
Investissement	40 182 015	41 230 462	39 398 116	39 195 534	37 374 339
Total	41 229 647	352 724 244	344 060 162	337 360 218	335 138 328
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	6 580 764	1 654 754	1 556 818	1 556 817
Biens et services	0	1 679 206	1 676 170	1 265 256	1 236 094
Transferts et subventions	0	59 076 931	58 895 300	51 736 687	51 035 373
Investissement	3 055 752	4 090 877	3 672 210	3 571 005	3 535 112
Total	4 083 218	71 427 778	65 898 434	58 129 767	57 363 397
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	1 385 144	1 385 044	1 382 558	1 378 253
Biens et services	0	1 294 295	1 292 587	1 181 714	1 181 663
Transferts et subventions	0	2 860 143	2 860 128	2 741 621	2 727 778
Investissement	1 918 512	3 188 356	2 838 446	1 166 994	1 166 993
Total	3 269 024	8 727 938	8 376 204	6 472 888	6 454 688

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 198 973	2 198 971	2 183 101	2 178 976
Biens et services	0	4 793 222	4 787 855	4 672 177	4 661 730
Transferts et subventions	0	5 774 951	5 774 943	5 701 157	5 700 580
Investissement	1 094 164	3 979 857	2 997 947	2 818 851	2 484 723
Total	2 326 261	16 747 003	15 759 716	15 375 285	15 026 009
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
Personnel	0	41 069 342	37 160 742	34 447 607	34 861 445
Biens et services	0	14 105 858	14 030 419	13 706 502	13 029 118
Transferts et subventions	0	41 261 708	41 251 808	39 831 500	39 338 006
Investissement	29 976 183	50 750 604	33 176 040	23 650 816	22 653 883
Total	46 512 959	147 187 512	125 619 009	111 636 425	109 882 451
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	137 667	137 666	135 201	134 809
Biens et services	0	78 145	78 145	67 260	67 260
Transferts et subventions	0	1 897 062	1 897 057	1 877 393	1 877 393
Total	0	2 112 874	2 112 868	2 079 854	2 079 462
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 580 235	1 580 235	1 571 991	1 543 184
Biens et services	0	1 039 497	1 035 698	941 752	928 276
Transferts et subventions	0	770 377	770 375	764 720	763 902
Investissement	1 901 354	1 988 100	1 126 397	1 114 064	1 058 476
Total	1 895 570	5 378 209	4 512 704	4 392 526	4 293 839
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
Personnel	0	1 068 556	864 845	414 270	404 263
Biens et services	0	902 817	899 343	729 999	605 056
Transferts et subventions	0	1 682 767	1 682 759	1 597 215	1 485 975
Investissement	647 118	3 548 311	533 835	499 000	499 000
Total	618 618	7 202 451	3 980 781	3 240 484	2 994 294
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
Personnel	0	1 366 401	1 366 401	1 354 646	1 349 577
Biens et services	0	918 281	916 090	821 836	820 251
Transferts et subventions	0	720 773	720 772	703 793	702 049
Investissement	226 719 546	96 641 244	68 808 358	65 852 197	65 728 472
Total	226 726 207	99 646 699	71 811 620	68 732 472	68 600 350
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	4 270 529	4 245 538	4 064 667	4 060 908
Biens et services	0	1 319 443	1 317 603	1 213 747	1 189 611
Transferts et subventions	0	1 091 257	1 091 253	1 039 138	1 025 583
Investissement	10 403 219	16 602 981	5 727 291	5 370 540	5 137 671
Total	10 590 316	23 284 210	12 381 684	11 688 091	11 413 772

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 568 379	1 568 375	1 565 457	1 555 103
Biens et services	0	1 155 426	1 150 822	1 065 727	1 027 768
Transferts et subventions	0	36 684 137	36 684 132	36 660 776	36 652 886
Investissement	31 470 603	118 820 811	44 531 659	40 780 896	39 713 870
Total	63 936 547	158 228 753	83 934 988	80 072 856	78 949 627
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	1 007 727	1 007 657	1 005 230	1 007 653
Biens et services	0	821 878	820 723	736 288	736 288
Transferts et subventions	0	379 396	379 393	343 990	343 990
Investissement	2 490 700	3 351 655	1 604 545	913 877	913 877
Total	2 490 700	5 560 656	3 812 317	2 999 385	3 001 809
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE					
Personnel	0	207 785	207 785	207 785	200 626
Biens et services	0	552 847	550 302	446 814	439 615
Transferts et subventions	0	4 703 749	4 703 743	4 572 329	4 553 560
Investissement	2 691 000	2 536 288	2 003 861	1 919 828	1 919 828
Total	3 116 624	8 000 669	7 465 691	7 146 756	7 113 629
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
Personnel	0	127 307	127 307	127 307	112 778
Biens et services	0	179 173	173 833	168 312	168 312
Transferts et subventions	0	2 211 332	2 211 331	2 211 233	2 210 116
Investissement	270 000	246 725	236 305	214 614	214 614
Total	270 000	2 764 537	2 748 776	2 721 466	2 705 820
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	622 338	622 145	621 434
Biens et services	0	28 320	28 320	28 320	28 320
Transferts et subventions	0	478 600	478 599	476 823	476 823
Investissement	250 000	202 588	176 320	170 835	170 835
Total	250 000	1 404 218	1 305 578	1 298 123	1 297 412
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT					
Personnel	0	2 392 727	2 392 726	2 377 666	2 373 344
Biens et services	0	1 644 487	1 642 749	1 527 310	1 524 792
Transferts et subventions	0	427 060	427 059	356 452	346 380
Investissement	3 553 300	4 325 486	3 200 920	2 987 181	2 852 712
Total	3 745 831	8 789 760	7 663 454	7 248 608	7 097 228
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
Personnel	0	1 304 882	1 304 881	1 300 224	1 296 577
Biens et services	0	437 750	436 679	436 607	435 709
Transferts et subventions	0	156 834	156 832	156 796	151 004
Investissement	5 682 939	6 316 774	5 966 669	5 804 500	5 804 500
Total	6 590 407	8 216 240	7 865 061	7 698 127	7 687 790

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	469 614	469 613	469 613	438 731
Biens et services	0	498 237	491 574	377 248	377 248
Transferts et subventions	0	3 373 498	3 119 313	3 035 847	2 992 672
Investissement	3 590 071	4 593 002	2 522 661	2 363 284	2 362 688
Total	3 554 830	8 934 351	6 603 162	6 245 992	6 171 339
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	962 276	962 274	835 734	916 455
Biens et services	0	515 040	498 323	424 741	420 551
Transferts et subventions	0	1 157 788	1 157 786	1 060 612	1 060 612
Investissement	2 338 616	2 676 630	2 417 084	2 074 630	2 074 630
Total	2 831 568	5 311 734	5 035 467	4 395 717	4 472 248
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
Personnel	0	278 377	261 804	243 282	213 559
Biens et services	0	861 833	852 635	789 212	787 442
Transferts et subventions	0	160 579	160 579	160 516	160 515
Investissement	502 500	470 044	317 278	308 860	308 631
Total	502 500	1 770 833	1 592 295	1 501 871	1 470 147
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	6 421 300	6 341 852	6 316 607	6 283 856
Biens et services	0	2 685 965	2 684 996	2 599 763	2 429 009
Transferts et subventions	0	136 098 955	136 081 387	136 001 496	128 027 289
Investissement	28 564 352	98 938 441	16 860 461	16 686 861	16 402 485
Total	29 526 923	244 144 661	161 968 696	161 604 726	153 142 639
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 414 338	3 377 337	3 323 949	3 218 076
Biens et services	0	1 423 033	1 421 767	1 376 101	1 371 264
Transferts et subventions	0	4 270 038	4 267 447	4 252 508	4 176 085
Investissement	7 398 753	30 230 809	4 322 297	4 316 293	4 075 037
Total	7 361 489	39 338 218	13 388 847	13 268 851	12 840 462
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	228 644	228 644	228 643	228 638
Biens et services	0	5 915 662	5 915 654	5 907 243	5 898 250
Transferts et subventions	0	628 847	628 846	628 834	628 834
Investissement	1 600 011	3 422 626	1 204 234	584 678	584 678
Total	1 600 011	10 195 779	7 977 377	7 349 397	7 340 400
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	598 149	534 334	530 422	516 602
Biens et services	0	635 424	621 174	610 598	610 089
Transferts et subventions	0	507 318	507 314	507 288	506 871
Investissement	1 687 882	1 589 455	1 495 249	1 389 531	1 389 531
Total	1 679 281	3 330 346	3 158 070	3 037 839	3 023 093

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	67 539 968	55 716 970	55 716 301	55 716 250
Biens et services	0	245 864 232	225 946 039	222 167 270	221 915 894
Transferts et subventions	0	163 398 352	160 448 441	159 248 458	159 112 012
Investissement	212 632 395	52 246 453	25 713 032	23 302 477	17 190 642
Total	92 708 169	529 049 005	467 824 482	460 434 506	453 934 799
TOTAL	886 215 399	2 653 484 849	2 249 418 260	2 169 475 332	2 092 511 624

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	2 218 500	2 218 500	1 833 368	1 620 434
Biens et services	0	3 344 035	2 615 447	1 240 900	1 179 801
Transferts et subventions	0	848 526	848 526	718 272	718 272
Investissement	2 081 355	2 693 889	2 693 889	1 487 226	1 197 236
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742
TOTAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2020

05/03/2021 09:28:48

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	87 900 000	125 900 000	125 865 529	125 865 529
Investissement	40 000 000	61 976 517	0	0	0
Total	61 976 517	149 876 517	125 900 000	125 865 529	125 865 529
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	600 000	450 000	450 000	450 000
Total	0	600 000	450 000	450 000	450 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	475 000	475 000	474 027	390 798
Transferts et subventions	0	90 000	90 000	77 679	76 995
Investissement	1 735 000	1 735 000	1 735 000	1 668 687	1 621 255
Total	1 735 000	2 300 000	2 300 000	2 220 392	2 089 047
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	290 000	256 000	22 525	22 525
Biens et services	0	837 000	327 864	294 579	291 629
Investissement	138 000	138 000	50 000	36 694	36 694
Total	138 000	1 265 000	633 864	353 798	350 848
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Investissement	2 981 400	2 981 400	35 840	35 840	35 840
Total	2 981 400	2 981 400	35 840	35 840	35 840
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	3 750 000	3 749 998	3 749 998
Total	3 750 000	5 000 000	3 750 000	3 749 998	3 749 998
TOTAL	72 944 117	164 386 117	134 251 304	133 857 157	133 722 862
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	2 392 045 926	2 308 612 257	2 230 950 229

ANNEXE 6 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 31 DECEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	1 507 529	13 681 417	13 073 867	13 073 866	12 892 941
Total	1 507 529	13 681 417	13 073 867	13 073 866	12 892 941
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	914 312	7 334 308	7 334 299	7 316 482	7 310 840
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	9 013 420	9 013 413	8 979 521	8 977 547
02.5 Défense n.c.a.	5 127	1 889 861	1 889 368	1 889 303	1 889 303
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	307 937	307 937	307 937	307 937
04.6 Communications	0	188 401	188 400	188 366	188 365
07.4 Services de santé publique	0	698	697	697	697
08.2 Services culturels	0	73 103	73 103	73 103	73 103
Total	919 439	18 807 728	18 807 217	18 755 407	18 747 791
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	4 974 540	4 974 530	4 881 316	4 871 913
01.3 Services généraux	300 000	307 463	222 460	222 245	218 873
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 053 518	5 159 496	5 141 437	4 520 985	4 492 942
03.3 Tribunaux	0	12 201	12 200	12 200	12 200
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	465 843	465 840	428 851	375 254
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	261 875	1 063 595	1 061 294	1 051 119	1 051 091
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	100 000	95 000	82 380	82 380	82 380
04.6 Communications	0	16 141	16 140	16 113	16 113
07.4 Services de santé publique	0	806	805	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	813 343	804 173	798 789	806 694
Total	1 715 393	12 908 428	12 781 260	12 013 998	11 927 460
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	63 603	551 319	543 567	525 470	525 376
Total	63 603	551 319	543 567	525 470	525 376
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	77 541	1 135 600	1 118 521	1 102 809	1 062 181
Total	77 541	1 135 600	1 118 521	1 102 809	1 062 181
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	19 500	2 651 590	2 562 548	2 562 059	2 527 963
Total	19 500	2 651 590	2 562 548	2 562 059	2 527 963
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	797 017	797 016	741 379	741 348
Total	0	797 017	797 016	741 379	741 348
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	155 763	987 097	910 904	788 912	750 525
Total	155 763	987 097	910 904	788 912	750 525

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	528 779	1 848 577	1 848 571	1 819 891	1 809 961
Total	528 779	1 848 577	1 848 571	1 819 891	1 809 961
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	16 393 991	48 530 718	48 223 816	45 221 095	44 619 330
01.3 Services généraux	120 000	125 821	91 618	91 514	91 514
04.6 Communications	0	7 276	7 275	7 186	6 938
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 024 509	1 024 509	1 021 708	1 021 708
09.8 Enseignement n.c.a.	1 745 127	1 684 042	1 684 041	1 678 794	1 678 794
Total	18 259 118	51 372 366	51 031 259	48 020 297	47 418 283
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	437 447	430 289	405 811	398 489
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	958 907	952 924	941 941	940 223
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	190 000	95 000	95 000	95 000
07.4 Services de santé publique	0	411	411	406	406
09.4 Enseignement supérieur	170 000	211 500	64 600	64 600	64 600
Total	420 000	1 798 265	1 543 224	1 507 758	1 498 717
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	40 000	573 199	544 741	526 022	512 373
Total	40 000	573 199	544 741	526 022	512 373
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	122 500	3 490 397	3 484 391	3 484 390	3 484 390
Total	122 500	3 490 397	3 484 391	3 484 390	3 484 390
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	28 500	947 193	945 051	934 478	935 852
Total	28 500	947 193	945 051	934 478	935 852
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
04.6 Communications	15 000	118 338	116 907	92 715	90 007
Total	15 000	118 338	116 907	92 715	90 007
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	90 367 452	117 039 587	115 980 573	112 820 511	77 376 304
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	117 790	117 790	117 790
02.5 Défense n.c.a.	74 009 867	266 624 586	266 009 511	262 205 733	260 420 585
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	2 304 000	2 304 000	1 847 722
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	567 730	567 728	329 776
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 037	11 037	11 037
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	8 815	8 815	8 815
07.6 Santé n.c.a.	0	671 633	646 870	642 795	633 995
09.2 Enseignement secondaire	12 562	217 743	209 035	208 295	208 295
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	10 250	10 250	8 815	8 815	8 815
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	186 493	181 305	172 620	172 621
Total	166 779 678	387 847 431	386 045 481	379 068 140	341 135 753

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	114 000	114 000	69 491	69 491
02.2 Défense civile	0	38 000	38 000	38 000	38 000
03.3 Tribunaux	3 858 364	17 159 338	14 895 858	14 331 893	14 342 659
03.4 Administration pénitentiaire	4 280 319	8 914 851	8 098 522	8 077 409	8 057 675
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	492 500	4 273 586	3 727 768	3 546 618	2 875 130
07.4 Services de santé publique	0	10 813	10 812	10 812	10 812
09.4 Enseignement supérieur	0	367 134	367 133	362 076	354 822
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	180 000	180 000	180 000	180 000
Total	8 631 183	31 057 722	27 432 093	26 616 299	25 928 589
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	181 000	1 778 140	1 776 125	1 776 125	1 776 125
Total	181 000	1 778 140	1 776 125	1 776 125	1 776 125
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	596 750	593 182	593 182	593 182
Total	47 500	596 750	593 182	593 182	593 182
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
02.1 Défense militaire	0	8 000	7 040	2 816	2 816
03.1 Services de police	3 104 652	51 947 515	50 403 250	50 321 816	50 057 458
03.2 Services de protection civile	5 848 737	20 524 550	16 760 449	16 730 336	15 410 508
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	18 201 914	34 108 735	31 185 314	30 490 803	26 074 285
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	41 467	35 047	35 047
Total	27 155 303	106 634 578	98 397 519	97 580 818	91 580 115
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	0	2 500 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	9 824 612	9 805 479	9 773 150	9 773 150
Total	0	12 324 612	9 805 479	9 773 150	9 773 150
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	38 542 118	68 550 577	58 127 128	53 903 234	48 500 892
01.3 Services généraux	4 221 950	4 259 943	3 655 959	3 019 152	2 977 130
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	1 367 250	1 352 808	1 273 039	1 107 922	1 107 922
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	412 652	222 571	205 239	116 096
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	12 142 500	57 000	0	0
04.3 Combustibles et énergie	449 918	1 122 058	1 115 932	1 043 991	1 041 732
06.2 Équipements collectifs	1 093 946	1 065 446	996 483	877 126	638 607
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 943 740	2 487 238	2 157 248	2 035 766	1 634 336
07.4 Services de santé publique	0	443	442	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	728 204	598 203	577 062	540 462
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	10 710 000	1 681 500	1 681 500	1 681 500
Total	50 968 922	102 831 869	69 885 505	64 450 992	58 238 677

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	100 000	1 079 578	989 069	857 071	853 887
Total	100 000	1 079 578	989 069	857 071	853 887
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	297 522	297 521	297 521	288 421
Total	0	297 522	297 521	297 521	288 421
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	570 782	525 196	119 000	115 789	115 789
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	270 800	255 800	100 000	99 449	99 449
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	341 671	3 113 380	3 086 312	2 836 716	2 827 748
07.4 Services de santé publique	0	253	252	252	252
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	52 638	52 004	51 997	51 997
Total	1 188 003	3 947 267	3 357 569	3 104 203	3 095 235
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 395 851	25 559 604	15 389 484	14 925 142	14 669 644
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	275	187	187	187
07.4 Services de santé publique	0	521	521	521	521
09.2 Enseignement secondaire	0	139 311	139 311	116 752	116 752
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	181 397	181 396	176 498	176 498
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	14 250	13 538	13 538	13 538	13 538
Total	2 410 101	25 894 646	15 724 437	15 232 638	14 977 140
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	77 371	77 365	77 288	77 288
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	505 296	371 644	369 822	345 053
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7 000	7 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	375 353	374 902	355 831	321 658
09.8 Enseignement n.c.a.	0	15 584	15 584	15 577	15 577
Total	292 000	980 604	839 495	818 519	759 577
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	36 454	36 450	33 436	33 436
01.3 Services généraux	1 216 000	2 644 281	2 593 780	2 517 610	2 444 817
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	24 338 220	53 321 700	45 893 327	38 165 397	37 095 577
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	13 300 784	20 747 038	20 747 036	20 747 036	20 747 036
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	167 359	167 354	167 349	167 349
04.6 Communications	0	36 236	36 236	36 236	36 236
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	950 000	902 500	902 500	898 778	898 778
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	2 660 000	2 527 000	2 527 000	1 895 249	1 127 956
07.4 Services de santé publique	0	410	409	409	409
09.8 Enseignement n.c.a.	50 164	328 847	326 519	283 151	258 776
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	4 580	4 573	4 520	4 520
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 263 500	1 263 500	631 750	631 750
Total	43 845 168	81 979 905	74 498 683	65 380 921	63 446 640

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	252 505	875 692	806 879	806 715	805 716
Total	252 505	875 692	806 879	806 715	805 716
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	122 076	122 068	120 890	120 138
08.4 Culte et autres services communautaires	0	261 994	261 993	261 963	260 441
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	42 214	1 141 781	1 139 262	1 111 945	1 109 359
Total	89 714	1 525 851	1 523 323	1 494 799	1 489 938
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	892 468	881 462	836 379	822 150
03.3 Tribunaux	0	1 861 735	1 861 735	1 858 714	1 856 359
07.4 Services de santé publique	0	800	800	799	799
Total	0	2 755 003	2 743 997	2 695 892	2 679 309
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	78 959	78 958	77 191	77 191
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	902 210	5 296 415	4 163 368	3 325 435	3 244 111
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 300 000	2 122 603	1 282 701	1 275 072	1 275 071
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	181 920	763 805	636 905	612 996	585 878
04.7 Autres branches d'activité	30 827	157 621	154 381	151 936	150 222
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	592 975	501 007	500 962	459 105
07.4 Services de santé publique	0	263	262	262	262
09.4 Enseignement supérieur	430 000	917 829	917 829	902 814	878 129
Total	2 984 957	9 930 470	7 735 413	6 846 667	6 669 970
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	406 000	406 000	400 294	360 465	360 465
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	37 013	37 010	36 634	36 634
07.4 Services de santé publique	0	46 075	46 074	46 072	46 072
07.6 Santé n.c.a.	0	52 819	52 818	52 818	52 818
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	203 450 666	201 498 908	199 292 374	199 397 434
09.2 Enseignement secondaire	35 732 445	116 975 532	115 763 873	112 862 934	110 602 915
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	181 194	181 084	181 072	180 484
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 000 248	3 871 623	3 871 289	3 871 289
09.8 Enseignement n.c.a.	1 948 243	27 574 697	22 208 480	20 656 561	20 590 217
Total	41 229 647	352 724 244	344 060 162	337 360 218	335 138 328
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	160 000	494 831	448 590	447 773	447 773
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	66 389	66 388	41 894	41 894
09.2 Enseignement secondaire	200 000	190 000	0	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 422 532	59 499 754	56 248 366	49 026 028	48 302 665
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 270 686	3 073 963	2 964 788	2 917 265	2 883 471
09.8 Enseignement n.c.a.	30 000	8 102 841	6 170 301	5 696 807	5 687 594
Total	4 083 218	71 427 778	65 898 434	58 129 767	57 363 397

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	10 313	10 313	9 681	10 313
01.3 Services généraux	0	11 090	11 089	11 080	11 080
07.4 Services de santé publique	0	1 399	1 399	1 397	1 397
08.2 Services culturels	2 574 728	5 235 064	5 124 894	3 367 508	3 351 111
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	514 500	2 321 028	2 083 969	1 975 473	1 975 421
09.2 Enseignement secondaire	0	446 503	446 494	440 740	438 364
09.4 Enseignement supérieur	179 796	702 541	698 047	667 008	667 002
Total	3 269 024	8 727 938	8 376 204	6 472 888	6 454 688
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	245 110	5 374 080	5 055 010	5 024 427	4 947 471
07.2 Services ambulatoires	13 000	112 735	111 368	29 831	29 831
07.4 Services de santé publique	0	354	354	354	354
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 914 983	7 771 286	7 177 280	6 917 496	6 663 361
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	140 861	2 548 445	2 475 607	2 463 148	2 444 962
09.2 Enseignement secondaire	12 307	503 130	503 127	503 102	503 102
09.4 Enseignement supérieur	0	420 653	420 651	420 623	420 622
09.8 Enseignement n.c.a.	0	16 320	16 320	16 305	16 305
Total	2 326 261	16 747 003	15 759 716	15 375 285	15 026 009
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	75 700	75 700
07.3 Services hospitaliers	12 138 289	33 764 945	33 152 833	29 039 992	28 734 680
07.4 Services de santé publique	5 853 537	23 114 150	22 951 231	19 689 465	19 329 165
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 220 500	4 990 930	4 878 725	4 391 984	4 252 740
07.6 Santé n.c.a.	26 869 532	71 279 042	50 661 257	45 022 795	44 048 267
10.1 Maladie et invalidité	0	1 175 860	1 175 860	1 173 909	1 173 137
10.2 Vieillesse	0	6 981 399	6 981 398	6 981 398	6 981 398
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	49 400	318 809	318 808	313 803	313 765
10.9 Protection sociale n.c.a.	305 701	5 486 377	5 422 898	4 947 380	4 973 601
Total	46 512 959	147 187 512	125 619 009	111 636 425	109 882 451
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 112 874	2 112 868	2 079 854	2 079 462
Total	0	2 112 874	2 112 868	2 079 854	2 079 462

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	32 640	32 640	32 640	32 640
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	142 500	68 400	68 190	68 190
07.4 Services de santé publique	2 850	23 383	22 996	22 289	22 289
07.6 Santé n.c.a.	3 325	54 156	53 696	53 371	52 058
08.1 Services récréatifs et sportifs	250 000	227 491	179 450	179 435	172 351
09.5 Enseignement non défini par niveau	18 661	46 829	44 212	44 162	41 648
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	0	450 000	450 000	450 000	450 000
10.4 Famille et enfants	1 463 821	3 876 369	3 139 056	3 021 702	2 945 260
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	79 971	79 043	77 949	75 983
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	444 870	443 210	442 788	433 420
Total	1 895 570	5 378 209	4 512 704	4 392 526	4 293 839
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
07.4 Services de santé publique	0	2 146	2 146	2 146	2 146
09.4 Enseignement supérieur	30 000	579 720	576 565	509 693	504 308
10.1 Maladie et invalidité	0	0	0	0	0
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	462 750	490 021	483 425	469 920	473 862
10.9 Protection sociale n.c.a.	125 868	6 130 564	2 918 645	2 258 725	2 013 979
Total	618 618	7 202 451	3 980 781	3 240 484	2 994 294
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 050 600	1 003 100	1 002 600	1 002 517	1 002 517
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	400 000	15 635 136	638 126	566 439	565 839
04.5 Transports	224 111 207	79 910 779	67 414 875	64 603 466	64 495 593
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	247 500	359 720	354 651	349 453	349 202
04.9 Affaires économiques n.c.a.	501 000	1 818 669	1 484 333	1 389 085	1 388 178
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 122	45 912	45 072	45 072
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	200 000	626 898	626 897	568 244	546 973
07.4 Services de santé publique	0	886	885	885	885
09.4 Enseignement supérieur	19 500	102 889	100 840	90 994	89 773
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	142 500	142 500	116 317	116 317
Total	226 726 207	99 646 699	71 811 620	68 732 472	68 600 350
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.1 Gestion des déchets	750 000	712 500	712 500	712 500	712 500
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 800	1 561 800	1 517 370	1 307 268
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	233 703	233 676	233 594	232 479
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	6 143 310	17 927 107	7 345 462	7 056 881	7 014 735
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 191 306	2 849 100	2 528 245	2 167 746	2 146 791
Total	10 590 316	23 284 210	12 381 684	11 688 091	11 413 772

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	18 650 531	2 078 530	747 292	745 357
04.3 Combustibles et énergie	43 816 469	41 386 586	30 564 893	28 454 210	28 440 360
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 345	3 344	1 337	1 337
04.5 Transports	150 000	142 500	106 312	106 312	100 037
04.7 Autres branches d'activité	0	80 069	80 065	79 931	79 862
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	237 500	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	31 032 735	31 029 346	30 950 428	30 914 311
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	800 000	7 100 216	375 666	375 657	375 657
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	6 500 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	18 920 078	53 095 064	19 696 625	19 357 688	18 292 706
07.4 Services de santé publique	0	207	207	0	0
Total	63 936 547	158 228 753	83 934 988	80 072 856	78 949 627
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	40 000	417 500	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 325 700	3 869 785	2 569 826	1 849 820	1 852 246
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	50 000	47 500	47 500	47 275	47 275
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	1 225 871	1 194 991	1 102 290	1 102 288
Total	2 490 700	5 560 656	3 812 317	2 999 385	3 001 809
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE					
04.6 Communications	3 116 624	8 000 201	7 465 223	7 146 756	7 113 629
07.4 Services de santé publique	0	468	468	0	0
Total	3 116 624	8 000 669	7 465 691	7 146 756	7 113 629
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
04.6 Communications	240 000	625 408	612 799	606 654	592 125
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	30 000	2 139 129	2 135 977	2 114 813	2 113 696
Total	270 000	2 764 537	2 748 776	2 721 466	2 705 820
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	250 000	1 404 218	1 305 578	1 298 123	1 297 412
Total	250 000	1 404 218	1 305 578	1 298 123	1 297 412
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT					
06.2 Équipements collectifs	2 174 162	2 064 162	1 051 238	1 041 478	1 041 478
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 571 669	6 725 598	6 612 216	6 207 131	6 055 751
Total	3 745 831	8 789 760	7 663 454	7 248 608	7 097 228
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	232 300	232 300	160 000	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	18 107	1 558 687	1 557 624	1 551 107	1 546 563
06.1 Logement	6 000 000	5 877 164	5 877 162	5 877 158	5 871 366
06.2 Équipements collectifs	300 000	285 000	11 400	11 053	11 053
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	0	31 008	31 008	30 976	30 976
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	40 000	232 081	227 867	227 833	227 833
Total	6 590 407	8 216 240	7 865 061	7 698 127	7 687 790

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	1 280 000	5 736 658	5 247 642	5 023 315	4 991 480
06.2 Équipements collectifs	420 000	575 077	462 157	393 812	391 424
07.4 Services de santé publique	0	688	687	687	687
09.4 Enseignement supérieur	1 695 071	1 165 971	615 969	570 225	569 917
09.8 Enseignement n.c.a.	64 759	326 707	276 706	257 953	217 832
10.4 Famille et enfants	95 000	1 129 250	0	0	0
Total	3 554 830	8 934 351	6 603 162	6 245 992	6 171 339
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	145 807	145 220	134 290	134 290
04.5 Transports	376 268	2 816 384	2 793 206	2 497 991	2 574 522
04.7 Autres branches d'activité	300 000	250 000	165 000	165 000	165 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	32 043	32 041	31 997	31 997
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 900 000	1 830 000	1 830 000	1 500 000	1 500 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	237 500	70 000	66 439	66 439
Total	2 831 568	5 311 734	5 035 467	4 395 717	4 472 248
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	52 500	141 530	134 955	126 453	115 595
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	1 124 964	977 526	905 050	886 549
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	321 316	320 333	311 233	311 232
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	182 797	159 255	159 134	156 771
07.4 Services de santé publique	0	226	226	0	0
Total	502 500	1 770 833	1 592 295	1 501 871	1 470 147
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	29 526 923	244 144 661	161 968 696	161 604 726	153 142 639
Total	29 526 923	244 144 661	161 968 696	161 604 726	153 142 639
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 361 489	39 338 218	13 388 847	13 268 851	12 840 462
Total	7 361 489	39 338 218	13 388 847	13 268 851	12 840 462
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 600 011	10 195 779	7 977 377	7 349 397	7 340 400
Total	1 600 011	10 195 779	7 977 377	7 349 397	7 340 400
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	722 981	985 219	984 953	980 944	980 248
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	14 751	14 749	14 749	14 749
08.2 Services culturels	756 300	1 397 839	1 357 637	1 344 149	1 342 017
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	200 000	932 537	800 731	697 997	686 079
Total	1 679 281	3 330 346	3 158 070	3 037 839	3 023 093

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	-----Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	535	762 370	761 169	761 169	761 169
01.3 Services généraux	3 117 923	21 367 266	20 392 275	19 273 752	18 566 799
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	6 949 256	64 964 519	50 739 023	49 568 564	49 496 825
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	168 886 395	163 169 737	161 404 647	161 378 844
02.2 Défense civile	0	0	0	0	0
03.2 Services de protection civile	2 814 679	226 927	166 773	166 773	166 773
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	26 950 240	14 005 291	0	0	0
04.5 Transports	28 957 074	9 144 595	595 050	148 386	112 901
04.6 Communications	0	306 253	306 253	304 514	300 557
04.9 Affaires économiques n.c.a.	13 918 000	10 411 994	7 411 393	7 411 393	7 411 393
05.1 Gestion des déchets	0	4 500 000	4 500 000	4 500 000	0
06.2 Équipements collectifs	462	116 774	41 271	0	0
07.4 Services de santé publique	0	40 000 000	29 314 656	27 464 465	27 226 347
07.6 Santé n.c.a.	0	1 689 981	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	36 000 000	36 000 000	36 000 000	36 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	156 666 640	154 426 883	153 430 842	152 513 191
Total	92 708 169	529 049 005	467 824 482	460 434 506	453 934 799
TOTAL	886 215 399	2 653 484 849	2 249 418 260	2 169 475 332	2 092 511 624

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	-----Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.7 Autres branches d'activité	2 647 889	8 945 500	8 216 912	5 201 910	4 637 886
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	62 450	62 450	22 181	22 181
09.8 Enseignement n.c.a.	0	97 000	97 000	55 676	55 676
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742
TOTAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	5 279 767	4 715 742

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2020

05/03/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	87 900 000	125 900 000	125 865 529	125 865 529
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	61 976 517	61 976 517	0	0	0
Total	61 976 517	149 876 517	125 900 000	125 865 529	125 865 529
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	600 000	450 000	450 000	450 000
Total	0	600 000	450 000	450 000	450 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 735 000	2 300 000	2 300 000	2 220 392	2 089 047
Total	1 735 000	2 300 000	2 300 000	2 220 392	2 089 047
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	397 864	253 798	253 798
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	580 000	236 000	100 000	97 050
Total	138 000	1 265 000	633 864	353 798	350 848
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	35 840	35 840	35 840
Total	2 981 400	2 981 400	35 840	35 840	35 840
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	3 750 000	5 000 000	3 750 000	3 749 998	3 749 998
Total	3 750 000	5 000 000	3 750 000	3 749 998	3 749 998
TOTAL	72 944 117	164 386 117	134 251 304	133 857 157	133 722 862
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	2 392 045 926	2 308 612 257	2 230 950 229

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

05/03/2021 09:06:32

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	58 494 068	240 329 717	266 762 593	258 990 394	252 657 889
01.3 Services généraux	13 237 273	37 433 922	32 250 663	30 194 507	29 337 532
01.4 Recherche fondamentale	160 000	494 831	448 590	447 773	447 773
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2 223 032	2 383 300	1 763 683	1 593 533	1 568 764
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	33 788 197	140 483 833	118 346 688	108 476 406	107 198 896
01.7 Opérations concernant la dette publique		168 886 395	163 169 737	161 404 647	161 378 844
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 300 784	20 747 038	20 747 036	20 747 036	20 747 036
TOTAL Services généraux des administrations publiques	121 203 354	610 759 036	603 488 990	581 854 297	573 336 735
02 Défense					
02.1 Défense militaire	90 367 452	117 047 587	115 987 613	112 823 327	77 379 120
02.2 Défense civile		38 000	38 000	38 000	38 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	117 790	117 790	117 790
02.5 Défense n.c.a.	74 014 994	271 014 447	267 898 879	264 095 036	262 309 887
TOTAL Défense	164 425 291	388 229 269	384 042 283	377 074 153	339 844 797
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	3 104 652	51 947 515	50 403 250	50 321 816	50 057 458
03.2 Services de protection civile	8 663 416	20 751 477	16 927 222	16 897 109	15 577 282
03.3 Tribunaux	3 906 364	23 429 074	21 074 409	20 440 723	20 416 381
03.4 Administration pénitentiaire	4 280 319	8 914 851	8 098 522	8 077 409	8 057 675
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	20 998 414	51 660 066	48 171 241	47 207 189	41 575 136
TOTAL Ordre et sécurité publics	40 953 165	156 702 983	144 674 643	142 944 246	135 683 931
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 752 017	42 035 204	30 140 566	28 464 528	28 023 254
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	133 815 780	408 758 713	191 611 162	189 102 677	180 201 268
04.3 Combustibles et énergie	44 439 387	43 611 144	32 078 689	29 751 999	29 735 890
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	3 080 727	22 827 074	6 044 538	5 075 313	5 042 526
04.5 Transports	253 594 549	92 014 258	70 909 442	67 356 155	67 283 051
04.6 Communications	3 874 129	11 578 164	10 861 690	10 503 376	10 447 096
04.7 Autres branches d'activité	3 701 697	10 418 409	9 601 311	6 579 721	6 013 219
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	577 500	2 783 849	2 538 128	2 511 541	2 510 172
04.9 Affaires économiques n.c.a.	14 634 000	45 312 110	41 827 303	41 560 227	41 478 979
TOTAL Affaires économiques	462 469 786	679 338 925	395 612 829	380 905 535	370 735 456

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

05/03/2021 09:06:32

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	750 000	5 212 500	5 212 500	5 212 500	712 500
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 800	1 561 800	1 517 370	1 307 268
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	233 703	233 676	233 594	232 479
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	11 528 310	30 059 823	12 753 628	12 051 709	11 878 217
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 441 306	9 586 600	2 598 245	2 234 185	2 213 230
TOTAL Protection de l'environnement	16 225 316	46 654 426	22 359 849	21 249 357	16 343 694
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 000 000	5 877 164	5 877 162	5 877 158	5 871 366
06.2 Équipements collectifs	4 034 970	4 152 581	2 608 462	2 368 541	2 127 634
06.3 Alimentation en eau	18 920 078	53 095 064	19 696 625	19 357 688	18 292 706
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs		31 008	31 008	30 976	30 976
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	7 415 409	12 598 815	12 151 229	10 934 223	9 592 850
TOTAL Logement et équipements collectifs	36 370 457	75 754 632	40 364 486	38 568 586	35 915 531
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 086 959	1 086 959	1 043 889	1 043 889
07.2 Services ambulatoires	89 000	188 735	187 368	105 531	105 531
07.3 Services hospitaliers	12 138 289	34 406 739	33 720 563	29 607 720	29 064 456
07.4 Services de santé publique	5 856 387	63 217 260	52 367 777	47 252 955	46 654 537
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 230 750	5 001 180	4 887 540	4 400 799	4 261 555
07.6 Santé n.c.a.	26 872 857	75 860 505	53 527 509	47 851 634	46 866 600
TOTAL Santé	46 187 283	179 761 378	145 777 716	130 262 528	127 996 568
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	2 164 983	7 998 777	7 356 730	7 096 931	6 835 712
08.2 Services culturels	3 331 028	6 706 006	6 555 633	4 784 759	4 766 230
08.4 Culte et autres services communautaires		261 994	261 993	261 963	260 441
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	897 575	6 943 791	6 499 569	6 248 562	6 215 820
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 393 586	21 910 568	20 673 925	18 392 216	18 078 204
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	203 450 666	201 498 908	199 292 374	199 397 434
09.2 Enseignement secondaire	35 957 314	118 472 219	117 061 840	114 131 824	111 869 428
09.4 Enseignement supérieur	3 946 899	64 781 334	60 814 173	53 412 850	52 658 533

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

05/03/2021 09:06:32

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.5 Enseignement non défini par niveau	518 661	1 325 902	1 188 861	1 130 157	1 090 456
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 000 248	3 871 623	3 871 289	3 871 289
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	4 658 386	5 910 951	4 618 741	4 571 218	4 537 424
09.8 Enseignement n.c.a.	3 838 293	38 146 038	30 794 952	28 660 824	28 520 770
TOTAL Enseignement	51 912 512	436 087 358	419 849 096	405 070 535	401 945 333
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 175 860	1 175 860	1 173 909	1 173 137
10.2 Vieillesse		42 981 399	42 981 398	42 981 398	42 981 398
10.4 Famille et enfants	1 558 821	5 605 619	3 589 056	3 471 702	3 395 260
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		184 580	184 573	184 520	184 520
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	519 063	888 801	881 276	861 671	863 609
10.9 Protection sociale n.c.a.	13 588 771	180 941 082	166 389 945	163 617 602	162 472 058
TOTAL Protection sociale	15 666 655	231 777 341	215 202 108	212 290 802	211 069 981
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	2 392 045 926	2 308 612 257	2 230 950 229

ANNEXE 7 :

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT
(BSI) PAR MINISTERE AU 31 DECEMBRE 2020.**

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 31 DECEMBRE 2020

(Montant en milliards de FCFA)

N°	Ministères / Institutions	Prévisions rectifiées 2020			Etat d'exécution au quatrième trimestre 2020				
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
1	Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,468	4,972	5,440	45,95	3,20
2	Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	33,337	0,000	33,337	124,97	19,63
3	Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	4,039	5,337	9,376	72,68	5,52
4	Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	20,728	16,808	37,536	47,25	22,11
5	Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	6,251	24,959	4,200	2,929	7,129	28,56	4,20
6	Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	0,000	0,715	0,715	58,94	0,42
7	Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	27,579	26,507	54,086	75,30	31,85
8	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	0,000	3,717	3,717	108,46	2,19
9	Ministère de l'économie et des finances	1,039	24,639	25,678	3,240	5,402	8,642	33,66	5,09
10	Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	1,609	0,000	1,609	160,90	0,95
11	Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	0,000		0,000	0,00	0,00
12	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600	0,000	7,800	7,800	50,00	4,59
13	Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800	0,000	0,413	0,413	51,63	0,24
15	Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	0,000	0,000	0,000	0,00	0,00
Total		112,200	163,400	275,600	95,200	74,600	169,800	61,61	100,00

Source : DNP, mars 2021.